

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
ORLEANS 1**

**Demande de renseignements n°4504P01 2021-F1-176
déposée le 07/07/2021, par Maître BUISSON & ASSOCIES**

Réf. dossier : 07/07/2021 - COMMDT SAISIE CFF/PROFIT

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1971 au 01/12/2020 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 2 faces de copies ci-jointes,
[x] Il n'existe que les 4 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 02/12/2020 au 07/07/2021 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A ORLEANS 1, le 19/07/2021

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Denis SAMBRAS

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

சென்னை

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 16/06/2009	Référence d'enlissement : 4504P03 2009P2043	Date de l'acte : 18/04/2009
	Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES		
	Rédacteur : NOT DUBOIS GAROT MARIE CHRISTINE / VARENNES CHANGY		

Disposition n° 1 de la formalité 4504P03 2009P2043 :

Disposant, Donateur

Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	MARTI	18/08/1921

Bénéficiaire, Donataire

Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
2	ROUSSEAU	03/04/1956

Immubles

Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
2	TP	MONTARGIS	AH 339		

DI : Droits Indivis CO : Constitutions DO : Donateur EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 55.000,00 EUR

Complément : Disposant décédé le 19/06/2008

Quoité transmise: 1/2 indivise en pleine propriété

Bénéficiaire légitime universel.

N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 08/01/2010	Référence d'enlissement : 4504P03 2010P51	Date de l'acte : 12/11/2009
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT DUBOIS GAROT MARIE CHRISTINE / VARENNES CHANGY		

Disposition n° 1 de la formule 4504P03 2010P51 :

Disposant, Donateur						
Numéro		Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
3		ROUSSEAU		25/03/1949		
4		ROUSSEAU		03/04/1956		
Bénéficiaire, Donataire						
Numéro		Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
1		DICHAMPT		08/03/1974		
2		PROFIT		15/05/1974		
Immeubles						
Bénéficiaires		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous		PI	MONTARGIS	AH 339		

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Dominer EM : Emphytéa NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 150.000,00 EUR

Complément : Bénéficiaires : Acquéreurs chacun pour moitié

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 08/01/2010	Référence d'enlissement : 4504P03 2010V13	Date de l'acte : 12/11/2009
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT DUBOIS GAROT MARIE CHRISTINE / VARENNES CHANGY			
Domicile élu : VARENNES CHANGY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formule 4504P03 2010V13 :

Créanciers

Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
	CREDIT FONCIER DE FRANCE		

Disposition n° 1 de la formalité 4504P03 2010V13 :

Débiteurs

Número	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	DICHAMPT	08/03/1974
2	PROFIT	15/05/1974

Immeubles

Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		MONTARGIS	AH 339		

Montant Principal : 132.800,00 EUR Accessoirs : 26.560,00 EUR Taux d'intérêt : 5,05 %
Date extrême d'exigibilité : 06/12/2040 Date extrême d'effet : 06/12/2041

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 08/01/2010	Référence d'enlèvement : 4504P03 2010V14	Date de l'acte : 12/11/2009
Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS			
Rédacteur : NOT DUBOIS GAROT MARIE CHRISTINE / VARENNES CHANGY			
Domicile élu : VARENNES CHANGY en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 4504P03 2010V14 :

Créanciers

Número	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	CREDIT FONCIER DE FRANCE	

Débiteurs

Número	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	DICHAMPT	08/03/1974
2	PROFIT	15/05/1974

Immeubles

Débiteurs	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		MONTARGIS	AH 339		

Montant Principal : 17.200,00 EUR Accessoirs : 3.440,00 EUR Taux d'intérêt : 0,00 %
Date extrême d'exigibilité : 06/12/2015 Date extrême d'effet : 06/12/2016

CERTIFICAT DE DEPOT DU 02/12/2020 AU 07/07/2021

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
07/07/2021 D23388	COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI LELIEVRE Marc ORLEANS	11/05/2021	CREDIT FONCIER DE FRANCE EPX PROFIT/DICHAMPT	4504P01 S00069

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 7 pages y compris le certificat.

Vente PROFIT

Audience d'Orientation 21 octobre 2021

DIRE D'ANNEXION DU CERTIFICAT DE SURFACE HABITABLE, DES
DIAGNOSTICS DE PERFORMANCE ENERGETIQUE, PLOMB, AMIANTE,
RELATIFS AU GAZ ET A L'ELECTRICITE, AINSI QUE L'ETAT DES
RISQUES ET POLLUTIONS

L'an deux mil vingt et un et le

par-devant Nous Greffier du TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTARGIS, a
comparu, Maître Claudine MOLLET membre de la SELARL PIASTRA-
MOLLET-PREVERT, Avocat au Barreau de Montargis, demeurant 15 rue
Triqueti 45200 MONTARGIS, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a
dit :

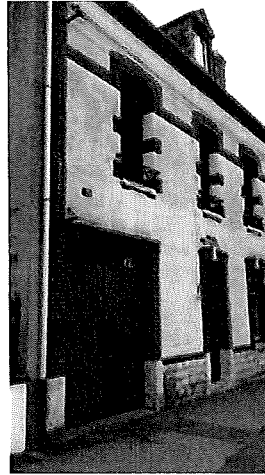
annexer au présent cahier des conditions de vente le certificat de
surface habitable, les diagnostics performance énergétique, plomb,
amiante, relatifs au gaz et à l'électricité, ainsi que l'état des risques et
pollutions,

dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.

Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : 21D5544
 Date du repérage : 25/06/2021



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
 Département : ...Loiret
 Adresse :176 rue Paul Doumer
 Commune :45200 MONTARGIS
 Section cadastrale AH, Parcelle
 numéro 339,
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

 Périmètre de repérage :
 Toutes parties accessibles sans
 démontage ni destruction

Désignation du propriétaire

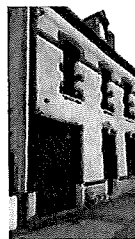
Désignation du client :
 Nom et prénom : ... Mme PROFIT Christelle
 Adresse : 176 rue Paul Doumer
 45200 MONTARGIS







Objet de la mission :

<input checked="" type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente	<input checked="" type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP)	<input checked="" type="checkbox"/> Diag. Installations Electricité
<input checked="" type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez)	<input checked="" type="checkbox"/> Diag. Installations Gaz	<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic de Performance Energétique

Résumé de l'expertise n° 21D5544

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



Désignation du ou des bâtiments		
<i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Adresse : 176 rue Paul Doumer Commune : 45200 MONTARGIS Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339, Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : Périmètre de repérage : ... Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction		
	Prestations	Conclusion
	Mesurage	Superficie Loi Carrez totale : 160,84 m ² Superficie habitable totale : 160,84 m ² Surface au sol totale : 213,05 m ²
	DPE	DPE vierge - consommation non exploitable
	Amiante	Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.
	CREP	Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.
	Gaz	L'installation comporte des anomalies de type A2, DGI qui devront être réparées avant remise en service.
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : 21D5544
Date du repérage : 25/06/2021
Heure d'arrivée : 10 h 30
Durée du repérage : 03 h 03

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

Extrait de l'Article 4-1 - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

Extrait Art.4-2 - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

Désignation du ou des bâtiments <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : Loiret Adresse : 176 rue Paul Doumer Commune : 45200 MONTARGIS Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339, Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :	Désignation du propriétaire <i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : Mme PROFIT Christelle Adresse : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) Nom et prénom : LEGAHUIS CONSEILS - Maître Marc LELIEVRE Adresse : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS	Repérage Périmètre de repérage : Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction
Désignation de l'opérateur de diagnostic Nom et prénom : Yoann BOUQUET Raison sociale et nom de l'entreprise : CTI Environnement Adresse : 19 Rue Dom Pèdre 45200 Montargis Numéro SIRET : 823 087 945 Désignation de la compagnie d'assurance : ... PACIFICA Numéro de police et date de validité : 7523739906 / 31/12/2020	
Superficie privative en m² du ou des lot(s)	

Surface loi Carrez totale: 160,84 m² (cent soixante mètres carrés quatre-vingt-quatre)
Surface au sol totale: 213,05 m² (deux cent treize mètres carrés zéro cinq)

Résultat du repérage

Date du repérage : 25/06/2021

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
Néant

Liste des pièces non visitées :

Comble non habitable - Comble non habitable (Absence de trappe de visite)

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Maître Marc LELIEVRE LEGAHUIS CONSEILS

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

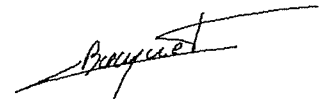
Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
Rez de chaussée - Entrée/couloir	15,5	15,5	
Rez de chaussée - Garage	0	19,5	
Rez de chaussée - Local sous escalier	2,7	3,48	
Rez de chaussée - Séjour/Salon	32,77	32,77	
Rez de chaussée - Cuisine	10,43	10,43	
Rez de chaussée - Arrière Cuisine	15,34	15,34	
Rez de chaussée - WC	1,01	1,01	
Rez de chaussée - Véranda	5,03	5,03	
Rez de chaussée - Remise	0	4,74	
Rez de chaussée - Atelier	0	22,16	
Rez de chaussée - Local	0	2,29	
1er étage - Cage d'escalier	0	0	
1er étage - Palier	5,7	5,7	
1er étage - Chambre 1	18,6	18,6	
1er étage - Chambre 2	14,35	14,35	
1er étage - Chambre 3	15,5	15,5	
1er étage - Dressing	3,8	3,8	
1er étage - Dégagement	0,96	0,96	
1er étage - WC	1,46	1,46	
1er étage - Salle de bain	6,15	6,15	
2ème étage - Palier	2,34	2,34	
2ème étage - Chambre 4	9,2	11,94	

Superficie privative en m² du ou des lot(s) :

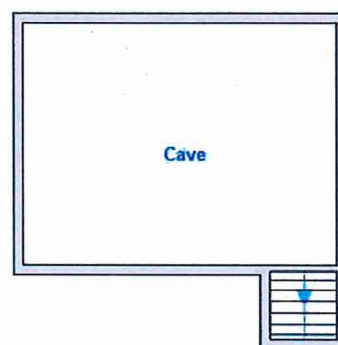
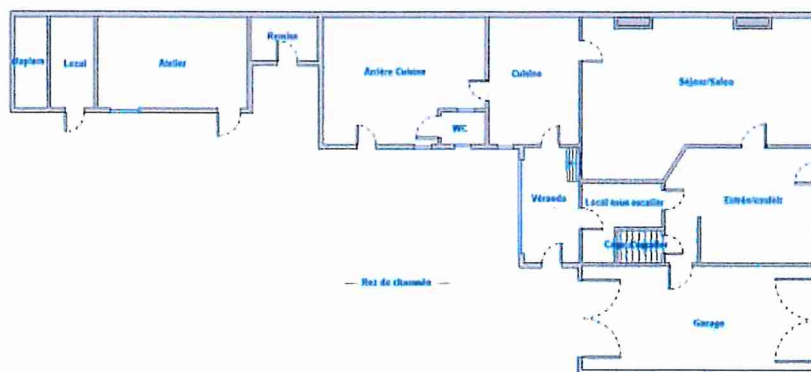
Surface loi Carrez totale: 160,84 m² (cent soixante mètres carrés quatre-vingt-quatre)
Surface au sol totale: 213,05 m² (deux cent treize mètres carrés zéro cinq)

Fait à MONTARGIS, le 25/06/2021

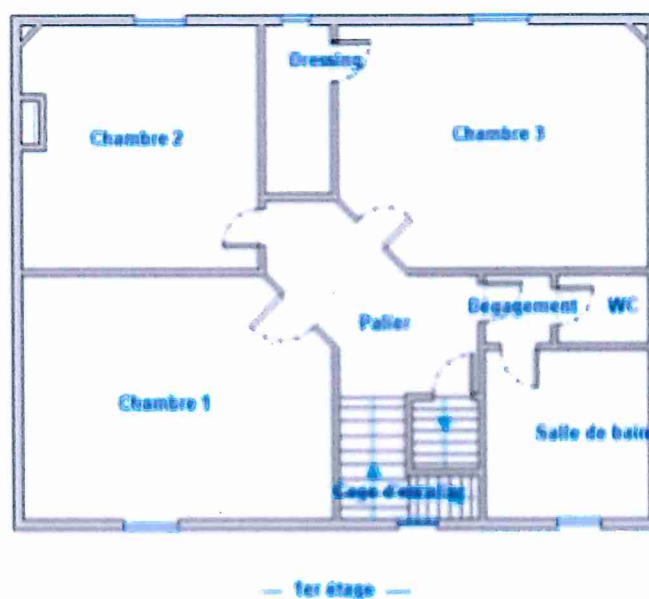
Par : Yoann BOUQUET

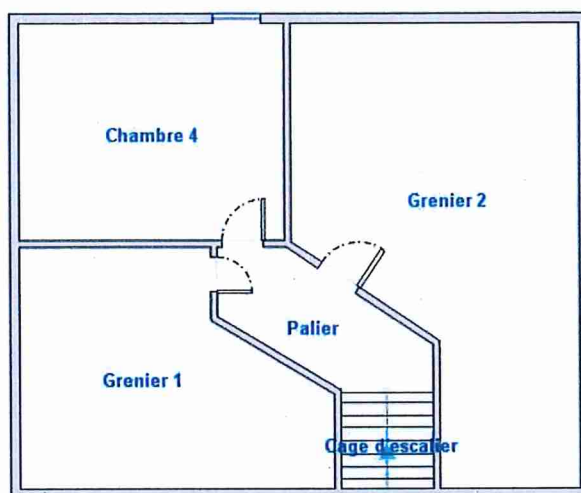


Aucun document n'a été mis en annexe



----- Sous sol -----





----- 2ème étage -----

N° : 21D5544
Valable jusqu'au : 24/06/2031
Type de bâtiment : Habitation (parties privatives
d'immeuble collectif)
Année de construction : Avant 1948
Surface habitable : 160,84 m²
Adresse : 176 rue Paul Doumer
45200 MONTARGIS

Date (visite) :25/06/2021
 Diagnostiqueur : Yoann BOUQUET
 Certification : DEKRA Certification n°DTI 3513 obtenue le
 29/11/2018
 Signature :

Prayer

Propriétaire :
 Nom : Mme PROFIT Christelle
 Adresse : 176 rue Paul Doumer
 45200 MONTARGIS

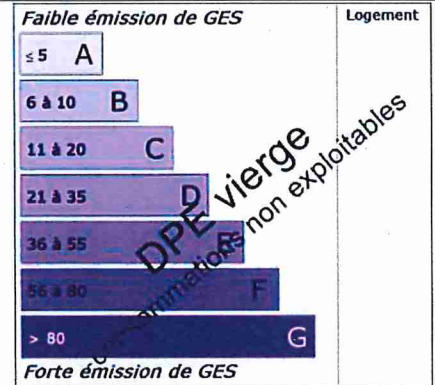
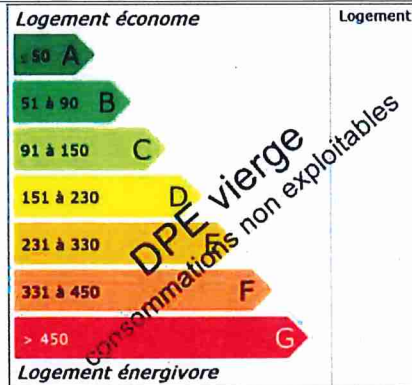
Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) :
Nom :
Adresse :

Le diagnostiqueur n'a pas été en mesure d'établir une estimation des consommations car les factures ne sont pas disponibles

(en énergie primaire)

(GES)

Estimation des émissions : - $kg \text{ } eqCO_2/m^2.an$



Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : Mur en moellons et remplissage d'épaisseur 50 cm ou moins non isolé donnant sur l'extérieur Toiture : Combles aménagés sous rampants donnant sur un comble fortement ventilé	Système de chauffage : Chaudière individuelle Gaz Naturel installée entre 1981 et 1985 Emetteurs: Radiateurs munis de robinets thermostatiques	Système de production d'ECS : Chauffe-eau gaz installé avant 1981 (puissance > 10kW) (système individuel)
Menuiseries : Porte(s) bois opaque pleine Fenêtres battantes bois simple vitrage	Système de refroidissement : Néant	Système de ventilation : Naturelle par ouverture des fenêtres
Plancher bas : Plancher inconnu non isolé donnant sur un terre-plein Voutains sur solives métalliques non isolé donnant sur un sous-sol	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non	
Énergies renouvelables		Quantité d'énergie d'origine renouvelable : 0 kWh _{EP} /m².an
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables : Néant		

Pourquoi un diagnostic

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Usages recensés

Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

Constitution de l'étiquette énergie

La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquées par les compteurs ou les relevés.

Énergie finale et énergie primaire

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

Variations des prix de l'énergie et des conventions de calcul

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

Énergies renouvelables

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergies renouvelables produites par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit,
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante. Si vous disposez d'un thermostat, réglez-le à 19°C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température « Hors gel » fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Eteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.

- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes),
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques,...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique/audiovisuel :

- Eteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Electroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique – logement (6.2)**Recommandations d'amélioration énergétique**

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Commentaires	Crédit d'impôt
Isolation de la toiture par l'intérieur	Recommandation : Isolation de la toiture, en veillant à ce que l'isolation soit continue. Détail : Pour une charpente ancienne, il faut impérativement avant d'entreprendre des travaux d'isolation procéder à un examen minutieux de l'état des bois. (remplacement des bois atteints ou affaiblis, traitement curatif ou préventif en traitant les insectes xylophages et les moisissures. Pour les toitures anciennes il importe de ne pas aboutir à un confinement des bois de charpente. Pour bénéficier du crédit d'impôts, il faut atteindre une résistance thermique supérieure à 6 m².K/W.	30%
Remplacement fenêtres par du double-vitrage VIR	Recommandation : Il faut remplacer les fenêtres existantes par des fenêtres double-vitrage peu émissif pour avoir une meilleure performance thermique. Détail : Lors du changement, prévoir des entrées d'air de manière à garantir un renouvellement d'air minimal. Pour bénéficier du crédit d'impôts, une performance thermique minimum est exigée. L'amélioration de la performance thermique des baies vitrées permet surtout de réduire l'effet "paroi froide" en hiver et donc d'abaisser les températures de consigne.	30%
Envisager l'installation d'une pompe à chaleur air/eau	Recommandation : Envisager l'installation d'une pompe à chaleur air/eau. Détail : La pompe à chaleur air/eau prélève la chaleur présente dans l'air extérieur pour chauffer de l'eau, afin d'assurer les besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire de votre logement. En remplacement ou en complément de votre chaudière fioul ou gaz, les pompes à chaleur air/eau constituent une alternative économique et écologique aux chaudières classiques, tout en assurant votre confort.	30%
Ventilation insuffisante. Installation d'une VMR	Recommandation : La ventilation est insuffisante, la seule solution qui ne présente aucun risque dans les constructions anciennes est la VMR (ventilation mécanique répartie). Détail : La VMR s'installe dans les pièces humides : salle de bain, sanitaires (surtout s'ils sont aveugles) et cuisines. Elle permet une ventilation en fonction de l'utilisation des locaux.	

Commentaires

Rappel de Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine:

« 3.a. ...

« Pour les maisons individuelles construites avant le 1er janvier 1948, les quantités annuelles d'énergie finale nécessaires au chauffage et au refroidissement visées au premier alinéa sont égales à la moyenne des consommations réelles sur les trois dernières années précédant le diagnostic ou, à défaut, sur la durée effective de fourniture de chauffage et de refroidissement pendant les trois années précédant le diagnostic ou, à défaut, sur la base de la dernière année précédant le diagnostic.

...

« 11. A titre exceptionnel, pour les maisons individuelles construites avant le 1er janvier 1948, en l'absence justifiée de relevés de consommation, les éléments requis aux 3.a, 3.b, 3.c, 3.d, 4.a, 4.b. et 5 doivent rester vierges.

Références réglementaires et logiciel utilisés : Article L134-4-2 du CCH et décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, arrêté du 27 janvier 2012 relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêté du 1er décembre 2015, 12 octobre 2020, arrêtés du 8 février 2012, décret 2006-1653, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi Grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010. Le décret 2020-1610 du 17 décembre 2020 introduit, après sa date d'entrée en vigueur fixée au 1er juillet 2021, une modification de la date de validité des diagnostics de

performance énergétique (réalisés entre le 1er janvier 2018 et le 30 juin 2021) au 31 décembre 2024. Logiciel utilisé : LICIEL Diagnostics v4.

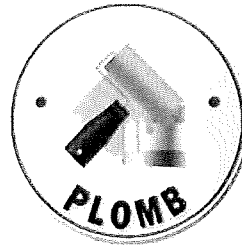
Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y !
www.impots.gouv.fr

Pour plus d'informations : www.developpement-durable.gouv.fr ou www.ademe.fr

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification - Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)



Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 21D5544
Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
Date du repérage : 25/06/2021

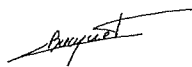
Adresse du bien immobilier Localisation du ou des bâtiments : Département : ... Loiret Adresse : 176 rue Paul Doumer Commune : 45200 MONTARGIS Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339, Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :	Donneur d'ordre / Propriétaire : Donneur d'ordre : LEGAHUIS CONSEILS - Maître Marc LELIEVRE 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS Propriétaire : Mme PROFIT Christelle 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS
---	---

Le CREP suivant concerne :			
X	Les parties privatives	X	Avant la vente
	Les parties occupées		Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble		Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i>
L'occupant est :		Le propriétaire	
Nom de l'occupant, si différent du propriétaire			
Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans		NON	Nombre total : Nombre d'enfants de moins de 6 ans :

Société réalisant le constat	
Nom et prénom de l'auteur du constat	Yoann BOUQUET
N° de certificat de certification	DTI 3513 «29/11/2018
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC	DEKRA Certification
Organisme d'assurance professionnelle	PACIFICA
N° de contrat d'assurance	7523739906
Date de validité :	31/12/2020

Appareil utilisé	
Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	NITON XLP 300 / 10021
Nature du radionucléide	109 Cd
Date du dernier chargement de la source	16/11/2015
Activité à cette date et durée de vie de la source	370 MBq

Conclusion des mesures de concentration en plomb						
	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	291	47	105	50	61	28
%	100	16 %	36 %	17 %	21 %	10 %

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par Yoann BOUQUET le 25/06/2021 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.	
---	---

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 3. Par conséquent, en application de l'article L.1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat,

doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. Le propriétaire doit également veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

Sommaire

1. Rappel de la commande et des références réglementaires	5
2. Renseignements complémentaires concernant la mission	5
2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel	6
2.3 Le bien objet de la mission	6
3. Méthodologie employée	6
3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X	7
3.2 Stratégie de mesurage	7
3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire	7
4. Présentation des résultats	7
5. Résultats des mesures	8
6. Conclusion	17
6.1 Classement des unités de diagnostic	17
6.2 Recommandations au propriétaire	17
6.3 Commentaires	18
6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	18
6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé	18
7 Obligations d'informations pour les propriétaires	19
8 Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb	19
8.1 Textes de référence	19
8.2 Ressources documentaires	20
9 Annexes :	20
9.1 Notice d'Information	20
9.2 Illustrations	21
9.3 Analyses chimiques du laboratoire	21

Nombre de pages de rapport : 21

Liste des documents annexes :

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 2

1. Rappel de la commande et des références réglementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...).

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	FONDIS	
Modèle de l'appareil	NITON XLp 300	
N° de série de l'appareil	10021	
Nature du radionucléide	109 Cd	
Date du dernier chargement de la source	16/11/2015	Activité à cette date et durée de vie : 370 MBq
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T450457	Date d'autorisation 21/02/2019
	Date de fin de validité de l'autorisation Illimitée	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	TEBOULBI Faouzi	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Faouzi TEBOULBI	

Étalon : FONDIS ; 226722 ; 1,01 mg/cm² +/- 0,01 mg/cm²

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm ²)
Etalonnage entrée	1	25/06/2021	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	361	25/06/2021	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

2.3 Le bien objet de la mission

Adresse du bien immobilier	176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS
Description de l'ensemble immobilier	Habitation (maisons individuelles) Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction
Année de construction	< 1949
Localisation du bien objet de la mission	Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339,
Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes)	Mme PROFIT Christelle 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS
L'occupant est :	Le propriétaire
Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP	25/06/2021
Croquis du bien immobilier objet de la mission	Voir partie « 5 Résultats des mesures »

Liste des locaux visités

Rez de chaussée - Entrée/couloir,
Rez de chaussée - Garage,
Rez de chaussée - Local sous escalier,
Rez de chaussée - Séjour/Salon,
Rez de chaussée - Cuisine,
Rez de chaussée - Arrière Cuisine,
Rez de chaussée - WC,
Rez de chaussée - Véranda,
Rez de chaussée - Remise,
Rez de chaussée - Atelier,
Rez de chaussée - Local,
Rez de chaussée - clapiers,
Sous sol - Cave,

1er étage - Cage d'escalier,
1er étage - Palier,
1er étage - Chambre 1,
1er étage - Chambre 2,
1er étage - Chambre 3,
1er étage - Dressing,
1er étage - Dégagement,
1er étage - WC,
1er étage - Salle de bain,
2ème étage - Cage d'escalier,
2ème étage - Palier,
2ème étage - Grenier 1,
2ème étage - Chambre 4,
2ème étage - Grenier 2

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Comble non habitable - Comble non habitable (Absence de trappe de visite)

3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que

volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser. Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Concentration en plomb	Nature des dégradations	Classement
< seuils		0
≥ seuils	Non dégradé ou non visible	1
	État d'usage	2
	Dégradé	3

5. Résultats des mesures

	Total UD	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Rez de chaussée - Entrée/couloir	16	-	8 (50 %)	-	7 (44 %)	1 (6 %)
Rez de chaussée - Garage	3	3 (100 %)	-	-	-	-
Rez de chaussée - Local sous escalier	12	-	1 (8 %)	11 (92 %)	-	-
Rez de chaussée - Séjour/Salon	26	-	10 (38 %)	12 (46 %)	3 (12 %)	1 (4 %)
Rez de chaussée - Cuisine	18	5 (28 %)	6 (33 %)	3 (17 %)	4 (22 %)	-
Rez de chaussée - Arrière Cuisine	19	1 (5 %)	4 (21 %)	-	14 (74 %)	-
Rez de chaussée - WC	15	6 (40 %)	4 (27 %)	-	5 (33 %)	-
Rez de chaussée - Véranda	13	-	11 (85 %)	-	2 (15 %)	-
Rez de chaussée - Remise	4	4 (100 %)	-	-	-	-
Rez de chaussée - Atelier	4	4 (100 %)	-	-	-	-
Rez de chaussée - Local	3	3 (100 %)	-	-	-	-
Rez de chaussée - clapiers	2	2 (100 %)	-	-	-	-
Sous sol - Cave	2	2 (100 %)	-	-	-	-
1er étage - Cage d'escalier	8	1 (12,5 %)	2 (25 %)	5 (62,5 %)	-	-
1er étage - Palier	9	-	2 (22 %)	7 (78 %)	-	-
1er étage - Chambre 1	16	-	8 (50 %)	-	2 (12,5 %)	6 (37,5 %)
1er étage - Chambre 2	15	-	7 (47 %)	-	2 (13 %)	6 (40 %)
1er étage - Chambre 3	17	-	7 (41 %)	-	4 (24 %)	6 (35 %)
1er étage - Dressing	15	-	6 (40 %)	6 (40 %)	3 (20 %)	-
1er étage - Dégagement	8	1 (12,5 %)	5 (62,5 %)	-	2 (25 %)	-
1er étage - WC	15	4 (27 %)	5 (33 %)	-	6 (40 %)	-
1er étage - Salle de bain	18	5 (28 %)	2 (11 %)	-	3 (17 %)	8 (44 %)
2ème étage - Cage d'escalier	7	-	3 (43 %)	4 (57 %)	-	-
2ème étage - Palier	6	-	6 (100 %)	-	-	-
2ème étage - Grenier 1	4	3 (75 %)	1 (25 %)	-	-	-
2ème étage - Chambre 4	13	-	7 (54 %)	2 (15 %)	4 (31 %)	-
2ème étage - Grenier 2	3	3 (100 %)	-	-	-	-
TOTAL	291	47 (16 %)	105 (36 %)	50 (17 %)	61 (21 %)	28 (10 %)

Rez de chaussée - Entrée/couloir

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 6 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
2		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	2,7	Dégradé (Écaillage)	3	
3		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	5,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
4	A	Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
5	A	Huisserie Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
6	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,3		0	
7	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,3		0	
8	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
9	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,2		0	
10	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
11	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,2		0	
12	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,4		0	
13	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,1		0	
14	E	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,3		0	
15	E	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,3		0	
16	F	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,4		0	
17	F	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,2		0	
18	G	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
19	G	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0,1		0	
20	H	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
21	H	Mur	Plâtre	Papier peint	partie haute (> 1m)	0		0	
22	E	Porte 2	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
23	E	Huisserie Porte 2	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	6,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
24	F	Porte 3	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
25	F	Huisserie Porte 3	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	6,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	

Rez de chaussée - Garage

Nombre d'unités de diagnostic : 3 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	Plâtre	enduit	Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	Plâtre		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Rez de chaussée - Local sous escalier

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
26	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	4	Non Visible	1	
27	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	7,8	Non Visible	1	
28	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	4	Non Visible	1	
29	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	4	Non Visible	1	
30	E	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	4,6	Non Visible	1	
31	F	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	2,7	Non Visible	1	
32		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,3	Non Degrade	1	
33		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 2	0,2		0	
34		Plinthes	Bois	Vernis	mesure 1	0,3		0	
35	A	Porte 1	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	7,8	Non Degrade	1	
36	A	Huisserie Porte 1	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	2,7	Non Degrade	1	
37	E	Porte 2	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	2,7	Non Degrade	1	
38	E	Huisserie Porte 2	Bois	Vernis	partie basse (< 1m)	4,6	Non Degrade	1	

Rez de chaussée - Séjour/Salon

Nombre d'unités de diagnostic : 26 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 1 soit 4 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
39	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0		0	
40	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
41	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
42	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
43	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1		0	
44	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
45	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
46	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0		0	
47	E	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3		0	
48	E	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,4		0	
49	F	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
50	F	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3		0	
51		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,2		0	
52		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 2	0,1		0	
53		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0,2		0	
54		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 2	0,2		0	
55	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,8	Non Degrade	1	
56	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	6,5	Non Degrade	1	
57	F	Fenêtre 1 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	6,5	Non Degrade	1	
58	F	Huisserie Fenêtre 1 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Non Degrade	1	
59	F	Fenêtre 1 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Non Degrade	1	
60	F	Huisserie Fenêtre 1 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	3,3	Non Degrade	1	
61	D	Fenêtre 2 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	7,8	Non Degrade	1	
62	D	Huisserie Fenêtre 2 intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,3	Non Degrade	1	
63	D	Fenêtre 2 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6,5	Non Degrade	1	
64	D	Huisserie Fenêtre 2 extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6,5	Non Degrade	1	

65	F	Volet 1	Métal	Peinture	partie basse	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
66	F	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 1	0,2		0	
67					mesure 2	0,2			
68	D	Garde corps	Métal et bois	Peinture	mesure 1	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
69					mesure 1	0			
70	B	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 2	0		0	
71	F	Embrasure fenêtre	Plâtre	Peinture	mesure 1	3,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
72	F	Alège fenêtre	Plâtre	Peinture	mesure 1	9,1	Dégradé (Ecaillage)	3	
73					mesure 1	5,3			
74	E	Cheminée	plâtre	Peinture	mesure 1	6,5	Non Dégradé	1	
75	D	Volet 2	Bois	Peinture	partie basse	7,8	Non Dégradé	1	

Rez de chaussée - Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
76	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
77	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	9,1	Etat d'usage (Microfissures)	2	
78	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	7,2	Etat d'usage (Microfissures)	2	
79	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	2,7	Non Visible	1	
-	A	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	B	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
80		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
-		Plinthes	Carrelage	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
81	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	8,5	Non Dégradé	1	
82	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	5,3	Non Dégradé	1	
83					partie basse	0,4			
84	B	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie haute	0,4		0	
85					partie basse	0,3			
86	B	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie haute	0,3		0	
87					partie basse	0,2			
88	B	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie haute	0,4		0	
89					partie basse	0,1			
90	B	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie haute	0,2		0	
91					mesure 1	0,2			
92	B	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 2	0		0	
93					partie basse	0			
94		Volet	Bois	Peinture	partie haute	0,2		0	

Rez de chaussée - Arrière Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 19 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
95	A	Mur	ciment	Peinture	partie basse (< 1m)	9,1	Etat d'usage (Microfissures)	2	
96					partie basse (< 1m)	0,4			
97	B	Mur	ciment	Peinture	partie haute (> 1m)	0		0	
98					au centre (+/- 1m)	0			
99					partie basse (< 1m)	0,1			
100	C	Mur	ciment	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
101					au centre (+/- 1m)	0,2			
102	D	Mur	ciment	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
103	E	Mur	ciment	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
104	F	Mur	ciment	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
105					mesure 1	0,3			
106		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 2	0,1		0	
-		Plinthes	Carrelage	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
107	A	Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	5,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
108	A	Huisserie Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
109	D	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Etat d'usage (Microfissures)	2	
110	D	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	3,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
111	D	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
112	D	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	3,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
113	D	Porte 2	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	5,9	Etat d'usage (Microfissures)	2	
114	D	Huisserie Porte 2	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
115					partie basse (< 1m)	0,4			
116	D	Mur	Métal	Peinture	partie haute (> 1m)	0,2		0	
117					au centre (+/- 1m)	0,2			
118	D	Volet 1	Bois	Peinture	partie basse	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
119	D	Volet 2	Bois	Peinture	partie basse	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	

Rez de chaussée - WC

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
120					partie basse (< 1m)	0,2			
121	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
122					au centre (+/- 1m)	0,2			
123	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3		0	

124					partie haute (> 1m)	0,3			
125					au centre (+/- 1m)	0,4			
126					partie basse (< 1m)	0,1			
127	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
128					au centre (+/- 1m)	0,4			
129	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	5,9	Etat d'usage (Microfissures)	2	
-	A	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	B	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	A	Porte	Bois >1949	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
-	A	Huissierie Porte	Bois >1949	Peinture	Non mesurée	-		NM	Elément récent
130	D	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
131	D	Huissierie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	6,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
132	D	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
133	D	Huissierie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Etat d'usage (Microfissures)	2	
134	D	Garde corps	Métal	Peinture	mesure 1	0,2		0	
135					mesure 2	0			

Rez de chaussée - Véranda

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
136	A	Mur	enduit	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
137					partie haute (> 1m)	0,2			
138	B	Mur	enduit	Peinture	partie basse (< 1m)	0,4		0	
139					partie haute (> 1m)	0,3			
140	C	Mur	enduit	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3		0	
141					partie haute (> 1m)	0,2			
142	D	Mur	enduit	Peinture	partie basse (< 1m)	0,4		0	
143					partie haute (> 1m)	0,1			
144		Plafond	lambris bois	vernis	mesure 1	0,1		0	
145					mesure 2	0,2			
146	A	Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
147	A	Huissierie Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
148					partie basse (< 1m)	0,4			
149	C	Porte 2	Métal	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
150					mesure 3 (> 1m)	0,3			
151					partie basse (< 1m)	0,1			
152	C	Huissierie Porte 2	Métal	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1		0	
153					mesure 3 (> 1m)	0,2			
154	D	Fenêtre intérieure	Métal	Peinture	partie basse	0,1		0	
155					partie haute	0,1			
156	D	Huissierie Fenêtre intérieure	Métal	Peinture	partie basse	0,1		0	
157					partie haute	0,2			
158	D	Fenêtre extérieure	Métal	Peinture	partie basse	0,3		0	
159					partie haute	0,4			
160	D	Huissierie Fenêtre extérieure	Métal	Peinture	partie basse	0,2		0	
161					partie haute	0,3			

Rez de chaussée - Remise

Nombre d'unités de diagnostic : 4 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	Brique		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	Pierre		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	tuiles métalliques		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Rez de chaussée - Atelier

Nombre d'unités de diagnostic : 4 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	Brique		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	bois		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	Tuiles		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Rez de chaussée - Local

Nombre d'unités de diagnostic : 3 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	Brique		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	ciment		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	Tuiles		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Rez de chaussée - clipiers

Nombre d'unités de diagnostic : 2 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	Brique		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	Tuiles		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

Sous sol - Cave

Nombre d'unités de diagnostic : 2 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	enduit		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	Plâtre		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

1er étage - Cage d'escalier

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
162	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	2,7	Non Degradé	1	
163	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	6,5	Non Degradé	1	
164	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	7,8	Non Degradé	1	
165	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	5,3	Non Degradé	1	
166		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	7,8	Non Degradé	1	
-		Plinthes	Carrelage	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
167		Marche	Bois	Vernis	mesure 1	0,3			
168					mesure 2	0,4		0	
169		Contre marche	Bois	Vernis	mesure 1	0,2			
170					mesure 2	0		0	

1er étage - Palier

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
171	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	8,5	Non Visible	1	
172	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	5,3	Non Visible	1	
173	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	6,5	Non Visible	1	
174	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	9,5	Non Visible	1	
175	E	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	3,3	Non Visible	1	
176	F	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	4	Non Visible	1	
177	G	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	6,5	Non Visible	1	
178		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
179					mesure 2	0			
180		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0,2		0	
181					mesure 2	0,1			

1er étage - Chambre 1

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 6 soit 37,5 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
182	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,3		0	
183					partie haute (> 1m)	0,4			
184	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,1		0	
185					partie haute (> 1m)	0			
186	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0		0	
187					partie haute (> 1m)	0,2			
188	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,4		0	
189					partie haute (> 1m)	0,3			
190	E	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,1		0	
191					partie haute (> 1m)	0,2			
192		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,2		0	
193					mesure 2	0,2			
194		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0,2		0	
195					mesure 2	0,3			
196	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Degradé (Ecaillage)	3	
197	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,2	Degradé (Ecaillage)	3	
198	C	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	6,5	Degradé (Ecaillage)	3	
199	C	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	3,3	Degradé (Ecaillage)	3	
200	C	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	7,2	Degradé (Ecaillage)	3	
201	C	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	4	Degradé (Ecaillage)	3	
202	C	Volait	Métal	Peinture	partie basse	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
203	C	Garde corps	Métal	Peinture	mesure 1	7,2	Etat d'usage (Microfissures)	2	
204					mesure 1	0,1			
205	E	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 2	0,3		0	

1er étage - Chambre 2

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 6 soit 40 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement UD	Observation
206	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
207					partie haute (> 1m)	0,1			
208	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
209					partie haute (> 1m)	0,3			
210	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
211					partie haute (> 1m)	0,1			
212	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,3		0	
213					partie haute (> 1m)	0,3			
214		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,3		0	
215					mesure 2	0,4			
216		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0,4		0	
217					mesure 2	0,1			
218	D	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	7,8	Degradé (Ecaillage)	3	
219	D	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	4	Degradé (Ecaillage)	3	
220	D	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,3	Degradé (Ecaillage)	3	
221	D	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Degradé (Ecaillage)	3	
222	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	2,7	Degradé (Ecaillage)	3	
223	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	5,9	Degradé (Ecaillage)	3	
224	D	Volait	Métal	Peinture	partie basse	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
225	C	Garde corps	Métal et bois	Peinture	mesure 1	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
226					mesure 1	0,3			
227	D	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 2	0,2		0	

1er étage - Chambre 3

Nombre d'unités de diagnostic : 17 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 6 soit 35 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
228	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,1		0	
229					partie haute (> 1m)	0			
230	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
231					partie haute (> 1m)	0,3			
232	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
233					partie haute (> 1m)	0,1			
234	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
235					partie haute (> 1m)	0,2			
236	E	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
237					partie haute (> 1m)	0,3			
238		Plafond	Plâtre	papier peint	mesure 1	0		0	
239					mesure 2	0,1			
240		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0,1		0	
241					mesure 2	0,2			
242	A	Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	3,3	Dégradé (Ecaillage)	3	
243	A	Huisserie Porte 1	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,2	Dégradé (Ecaillage)	3	
244	C	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,3	Dégradé (Ecaillage)	3	
245	C	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	7,8	Dégradé (Ecaillage)	3	
246	C	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	9,1	Dégradé (Ecaillage)	3	
247	C	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	2,7	Dégradé (Ecaillage)	3	
248	C	Volet	Métal	Peinture	partie basse	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
249	B	Porte 2	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
250	B	Huisserie Porte 2	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
251	C	Garde corps	Métal et bois	Peinture	mesure 1	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	

1er étage - Dressing

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
252	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0		0	
253					partie haute (> 1m)	0,2			
254	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0		0	
255					partie haute (> 1m)	0			
256	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
257					partie haute (> 1m)	0,2			
258	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
259					partie haute (> 1m)	0,3			
260		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,3		0	
261					mesure 2	0,4			
262	D	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	9,1	Non Dégradé	1	
263	D	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	8,5	Non Dégradé	1	
264	D	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	6,5	Non Dégradé	1	
265	D	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	4	Non Dégradé	1	
266	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
267	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	
268		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0		0	
269					mesure 2	0			
270	D	Volet	Métal	Peinture	partie basse	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
271	D	Embrasure fenêtre	Plâtre	Peinture	mesure 1	6,5	Non Dégradé	1	
272	D	Allège fenêtre	Plâtre	Peinture	mesure 1	4,6	Non Dégradé	1	

1er étage - Dégagement

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
273	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3		0	
274					partie haute (> 1m)	0			
275	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
276					partie haute (> 1m)	0			
277	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
278					partie haute (> 1m)	0,1			
279	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
280					partie haute (> 1m)	0,1			
281		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,2		0	
282					mesure 2	0,4			
283	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
284	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	7,8	Etat d'usage (Microfissures)	2	
-		Plinthes	Carrelage	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation

1er étage - WC

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
285	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
286					partie haute (> 1m)	0			
287	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
288					partie haute (> 1m)	0,2			
289	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2		0	
290					partie haute (> 1m)	0,3			
291	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3		0	
292					partie haute (> 1m)	0,1			
293		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0,3		0	
294					mesure 2	0			
-		Plinthes	Carrelage	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
295	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	4	Etat d'usage (Microfissures)	2	

296	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	2,7	Etat d'usage (Microfissures)	2	
297	D	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	7,2	Etat d'usage (Microfissures)	2	
298	D	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
299	D	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	2,7	Etat d'usage (Microfissures)	2	
300	D	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
-	B	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation

1er étage - Salle de bain

Nombre d'unités de diagnostic : 18 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 8 soit 44 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-	A	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	B	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	C	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
-	D	Mur	Plâtre	faïence	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
301	A	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1		0	
302					partie haute (> 1m)	0			
303					au centre (> 1m)	0			
304	B	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	3,3	Dégradé (Ecaillage)	3	
305	C	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	6,5	Dégradé (Ecaillage)	3	
306	D	Mur	Plâtre	Peinture	partie basse (< 1m)	5,3	Dégradé (Ecaillage)	3	
307		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	6,5	Dégradé (Ecaillage)	3	
-		Plinthes	Carrelage	Carrelage	Non mesurée	-		NM	Partie non visée par la réglementation
308	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
309	A	Huisserie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	6,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
310	C	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	8,5	Dégradé (Ecaillage)	3	
311	C	Huisserie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Dégradé (Ecaillage)	3	
312	C	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Dégradé (Ecaillage)	3	
313	C	Huisserie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,9	Dégradé (Ecaillage)	3	
314	C	Volet	Métal	Peinture	partie basse	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
315	C	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 1	0		0	
316					mesure 2	0,2			

2ème étage - Cage d'escalier

Nombre d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
317	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	5,3	Non Visible	1	
318	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	7,2	Non Visible	1	
319	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	5,3	Non Visible	1	
320	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	8,5	Non Visible	1	
321		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
322					mesure 2	0,3			
323					mesure 1	0			
324		Marche	Bois	Vernis	mesure 2	0,1		0	
325		Contre marche	Bois	Vernis	mesure 1	0		0	
326					mesure 2	0			

2ème étage - Palier

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
327	A	Mur	Isolant	aluminium	partie basse (< 1m)	0,2		0	
328					partie haute (> 1m)	0,2			
329	B	Mur	Isolant	aluminium	partie basse (< 1m)	0,3		0	
330					partie haute (> 1m)	0,2			
331	C	Mur	Isolant	aluminium	partie basse (< 1m)	0,4		0	
332					partie haute (> 1m)	0,2			
333	D	Mur	Isolant	aluminium	partie basse (< 1m)	0		0	
334					partie haute (> 1m)	0,1			
335		Plafond	Isolant	aluminium	mesure 1	0,2		0	
336					mesure 2	0,2			
337					mesure 1	0,4			
338		Charpente	Bois	Vernis	mesure 2	0,3		0	

2ème étage - Grenier 1

Nombre d'unités de diagnostic : 4 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
339		Mur	Isolant	aluminium	partie basse (< 1m)	0		0	
340					partie haute (> 1m)	0,3			
-		Mur	enduit		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	polystyrène		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	polystyrène		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

2ème étage - Chambre 4

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
341	A	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,3		0	
342					partie haute (> 1m)	0,2			
343	B	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
344					partie haute (> 1m)	0,3			
345	C	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0,2		0	
346					partie haute (> 1m)	0,3			
347	D	Mur	Plâtre	Papier peint	partie basse (< 1m)	0		0	
348					partie haute (> 1m)	0,3			

349		Plafond	Plâtre	Peinture	mesure 1	0		0	
350					mesure 2	0,4			
351		Plinthes	Bois	Peinture	mesure 1	0,2		0	
352					mesure 2	0,2			
353	A	Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	9,1	Non Dégadé	1	
354	A	Huissierie Porte	Bois	Peinture	partie basse (< 1m)	2,7	Non Dégadé	1	
355	C	Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	4,6	Etat d'usage (Microfissures)	2	
356	C	Huissierie Fenêtre intérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
357	C	Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	8,5	Etat d'usage (Microfissures)	2	
358	C	Huissierie Fenêtre extérieure	Bois	Peinture	partie basse	5,3	Etat d'usage (Microfissures)	2	
359	C	Radiateur	Métal	Peinture	mesure 1	0		0	
360					mesure 2	0,2			

2ème étage - Grenier 2

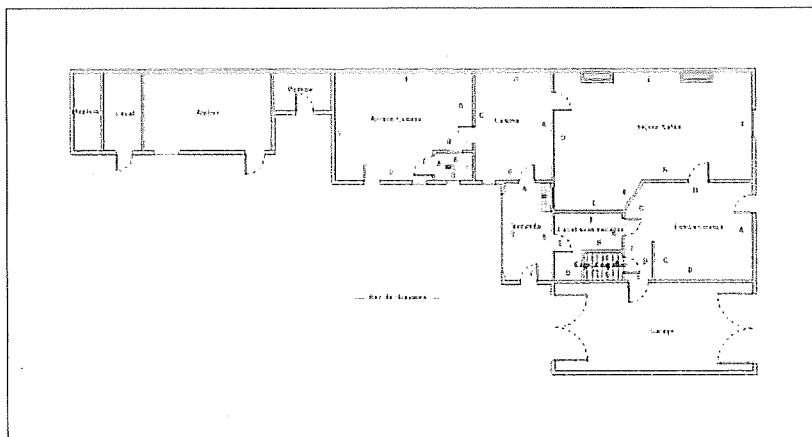
Nombre d'unités de diagnostic : 3 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

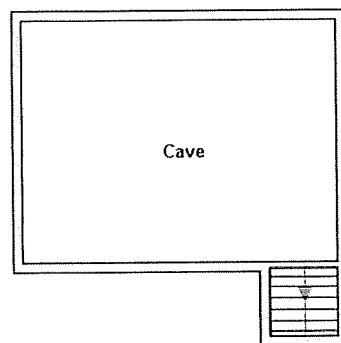
N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Etat* de conservation	Classement UD	Observation
-		Mur	polystyrène		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Mur	enduit		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement
-		Plafond	polystyrène		Non mesurée	-		NM	Absence de revêtement

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

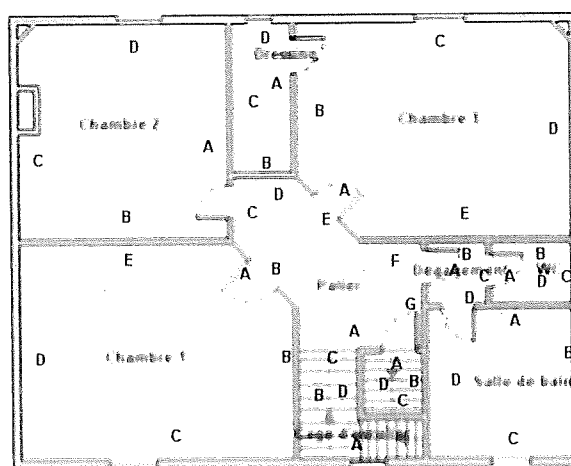
* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

Localisation des mesures sur croquis de repérage

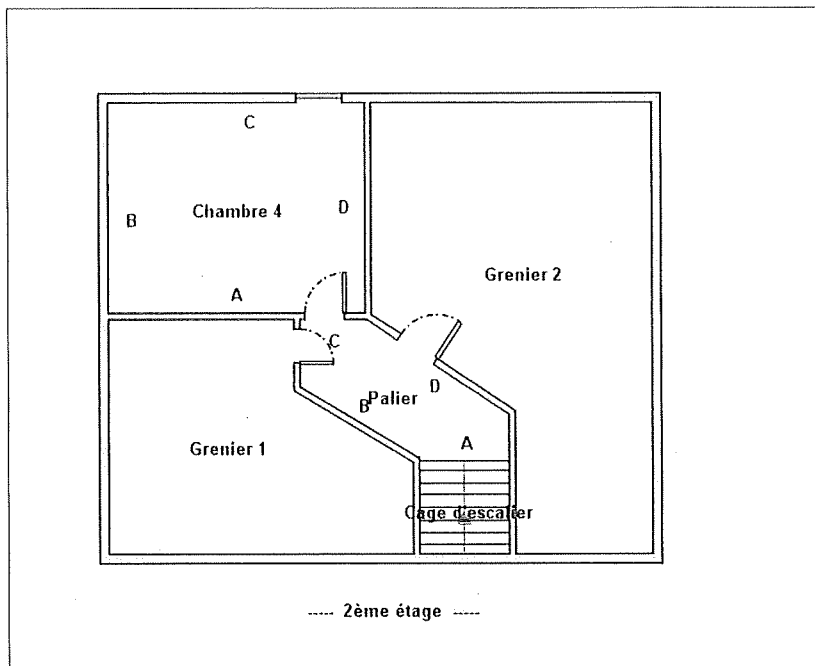




----- Sous sol -----



1er étage



6. Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

	Total	Non mesurées	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3
Nombre d'unités de diagnostic	291	47	105	50	61	28
%	100	16 %	36 %	17 %	21 %	10 %

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (dégradé) sur certaines unités de diagnostic et en application de l'article L. 1334-9 du code de la santé publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée.

Dans le cas d'une location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale (article L 1334-9 du Code de la Santé Publique).

6.3 Commentaires

Constatations diverses :

Le diagnostic se limite aux zones habitables rendues visibles et accessibles par le propriétaire.

Les zones situées derrière les doublages des murs et plafonds n'ont pas été visitées par défaut d'accès.

Présence de traces d'attaques d'insectes à larves xylophages sur éléments bois visibles de la charpente.

Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 24/06/2022).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Maître Marc LELIEVRE LEGAHUIS CONSEILS

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

NON	Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3
NON	L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3

Situations de dégradation de bâti

NON	Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
NON	Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce
NON	Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

NON	Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique.
-----	--

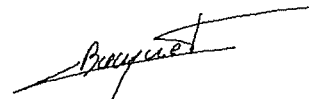
En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification** Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)*

Fait à MONTARGIS, le 25/06/2021

Par : Yoann BOUQUET



7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au

plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;

- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Sites Internet :

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : <http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : <http://www.anah.fr/> (fiche Peintures au plomb disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9. Annexes

9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Illustrations

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 21D5544
Date du repérage : 25/06/2021

Références réglementaires et normatives	
Textes réglementaires	Articles L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité	
Adresse	Rue : 176 rue Paul Doumer Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Code postal, ville : . 45200 MONTARGIS Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339,
Périmètre de repérage : Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction
Type de logement : Appartement
Fonction principale du bâtiment : Habitation (maisons individuelles)
Date de construction : < 1949

Le propriétaire et le donneur d'ordre	
Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : Mme PROFIT Christelle Adresse : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : LEGAHUIS CONSEILS - Maître Marc LELIEVRE Adresse : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS

Le(s) signataire(s)				
	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Yoann BOUQUET	Opérateur de repérage	DEKRA Certification Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON	Obtention : 29/11/2018 Échéance : 29/11/2023 N° de certification : DTI 3513
Raison sociale de l'entreprise : CTI Environnement (Numéro SIRET : 823 087 945 00023) Adresse : 19 Rue Dom Pèdre, 45200 Montargis Désignation de la compagnie d'assurance : PACIFICA Numéro de police et date de validité : 7523739906 / 31/12/2020				

Le rapport de repérage
Date d'émission du rapport de repérage : 25/06/2021, remis au propriétaire le 25/06/2021
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 23 pages

Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits contenant de l'amiante sur jugement de l'opérateur :
 - Ardoises en fibro ciment (Parties extérieures - couverture cuisine et arrière cuisine) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
 - Ardoises en fibro ciment (Parties extérieures - couverture principal) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
 - Plaques ondulées fibro-ciment (Parties extérieures - couverture véranda) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
 - Conduit en fibres-ciment et mitre (Parties extérieures) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
 - Conduit en fibres-ciment (Parties extérieures) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
 - Conduit en fibres-ciment (Rez de chaussée - Véranda) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*
 - Conduit en fibres-ciment (Rez de chaussée - Arrière Cuisine) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.*

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels

des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Comble non habitable - Comble non habitable	Toutes	Absence de trappe de visite

Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations réglementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B"). De ce fait le vendeur reste responsable au titre des vices cachés en cas de présence d'Amiante. En cas de présence d'Amiante, et si il y a obligation de retrait, ce dernier sera à la charge du vendeur.

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse : -

Numéro de l'accréditation Cofrac : -

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur. Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe

CTI Environnement | Tél. : 02 38 94 63 88 - E-mail : contact
N°SIREN : 823 087 945

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugages
	Faux plafonds
Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourage de poteaux (carton)
	Entourage de poteaux (amiante-ciment)
	Entourage de poteaux (matériau sandwich)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres ventilateurs	Entourage de poteaux (carton/plâtre)
	Coffrage perdu
	Enduits projetés
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Panneaux de cloisons
	Enduits projetés
	Coffres Horizontaux
Planchers	Panneaux collés ou vissés
	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Portes coupe-feu	Rebouchage
	Joint (tresses)
Vide-ordures	Joint (bandes)
	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
Bardages et façades légères	Bardages bitumineux
	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
Conduits en toiture et façade	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d'eau pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eau usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

Rez de chaussée - Entrée/couloir,	1er étage - Cage d'escalier,
Rez de chaussée - Garage,	1er étage - Palier,
Rez de chaussée - Local sous escalier,	1er étage - Chambre 1,
Rez de chaussée - Séjour/Salon,	1er étage - Chambre 2,
Rez de chaussée - Cuisine,	1er étage - Chambre 3,
Rez de chaussée - Arrière Cuisine,	1er étage - Dressing,
Rez de chaussée - WC,	1er étage - Dégagement,
Rez de chaussée - Véranda,	1er étage - WC,
Rez de chaussée - Remise,	1er étage - Salle de bain,
Rez de chaussée - Atelier,	2ème étage - Cage d'escalier,
Rez de chaussée - Local,	2ème étage - Palier,
Rez de chaussée - clapiers,	2ème étage - Grenier 1,
Sous sol - Cave,	2ème étage - Chambre 4,
	2ème étage - Grenier 2

Localisation	Description
Rez de chaussée - Garage	Sol : Béton et brut Mur : Plâtre Mur : enduit Plafond : Plâtre
Rez de chaussée - Entrée/couloir	Sol : Carrelage et Carrelage Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Porte 1 A : Bois et Peinture Mur A, B, C, D, E, F, G, H : Plâtre et Papier peint Porte 2 E : Bois et Vernis Porte 3 F : Bois et Vernis
Rez de chaussée - Local sous escalier	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D, E, F : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Vernis Porte 1 A : Bois et Vernis Porte 2 E : Bois et Vernis
Rez de chaussée - WC	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Mur A, B, C, D : Plâtre et faïence Porte A : Bois > 1949 et Peinture Fenêtre D : Bois et Peinture Garde corps D : Métal et Peinture

Localisation	Description
Rez de chaussée - Cuisine	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C : Plâtre et Peinture Mur D : Plâtre et Papier peint Mur A, B, C, D : Plâtre et faïence Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte A : Bois et Peinture Fenêtre B : Bois et Peinture Radiateur B : Métal et Peinture Volet : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Séjour/Salon	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D, E, F : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Fenêtre 1 F : Bois et Peinture Fenêtre 2 D : Bois et Peinture Volet 1 F : Métal et Peinture Radiateur F : Métal et Peinture Garde corps D : Métal et bois et Peinture Radiateur B : Métal et Peinture Embrasure fenêtre F : Plâtre et Peinture Allège fenêtre F : Plâtre et Peinture Cheminée E, E : plâtre et Peinture Volet 2 D : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Véranda	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D : enduit et Peinture Plafond : lambris bois et vernis Porte 1 A : Bois et Peinture Porte 2 C : Métal et Peinture Fenêtre D : Métal et Peinture
Rez de chaussée - Arrière Cuisine	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D, E, F : ciment et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte 1 A : Bois et Peinture Fenêtre D : Bois et Peinture Porte 2 D : Bois et Peinture Mur D : Métal et Peinture Volet 1 D : Bois et Peinture Volet 2 D : Bois et Peinture
Rez de chaussée - Remise	Sol : Terre battue Sol : Béton Mur : bois Mur : Brique Mur : Pierre Plafond : tôles métalliques
Rez de chaussée - Atelier	Mur : Brique Mur : bois Mur : ciment Plafond : Tuiles
Rez de chaussée - Local	Mur : Brique Mur : ciment Plafond : Tuiles
Rez de chaussée - clapiers	Mur : Brique Plafond : Tuiles
Sous sol - Cave	Sol : Béton Mur : enduit Plafond : Plâtre
1er étage - Palier	Sol : Parquet et vernis Mur A, B, C, D, E, F : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture
1er étage - Chambre 1	Sol : Parquet et vernis Mur A, B, C, D, E : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Fenêtre C : Bois et Peinture Volet C : Métal et Peinture Garde corps C : Métal et Peinture Radiateur E : Métal et Peinture
1er étage - Chambre 2	Sol : Parquet et vernis Mur A, B, C, D : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Fenêtre D : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Volet D : Métal et Peinture Garde corps C : Métal et bois et Peinture Radiateur D : Métal et Peinture

Localisation	Description
1er étage - Dressing	Sol : Parquet et vernis Mur A, B, C, D : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Fenêtre D : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Violet D : Métal et Peinture Embrasure fenêtre D : Plâtre et Peinture Allège fenêtre D : Plâtre et Peinture
1er étage - Chambre 3	Sol : Parquet et vernis Mur A, B, C, D, E : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et papier peint Plinthes : Bois et Peinture Porte 1 A : Bois et Peinture Fenêtre C : Bois et Peinture Violet C : Métal et Peinture Porte 2 B : Bois et Peinture Garde corps C : Métal et bois et Peinture
1er étage - Dégagement	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Porte A : Bois et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage
1er étage - WC	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte A : Bois et Peinture Fenêtre D : Bois et Peinture Mur B, C, D : Plâtre et faïence
1er étage - Salle de bain	Sol : Carrelage et Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et faïence Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Porte A : Bois et Peinture Fenêtre C : Bois et Peinture Violet C : Métal et Peinture Radiateur C : Métal et Peinture
2ème étage - Paller	Sol : bois et Linoléum Mur A, B, C, D : Isolant et aluminium Plafond : Isolant et aluminium Charpente : Bois et Vernis
2ème étage - Grenier 1	Sol : bois Mur : Isolant et aluminium Mur : enduit Mur : polystyrène Plafond : polystyrène
2ème étage - Grenier 2	Sol : bois Mur : polystyrène Mur : enduit Plafond : polystyrène
2ème étage - Chambre 4	Sol : Parquet flottant >1949 et Parquet flottant Mur A, B, C, D : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Bois et Peinture Porte A : Bois et Peinture Fenêtre C : Bois et Peinture Radiateur C : Métal et Peinture
2ème étage - Cage d'escalier	Mur A, B, C, D : Plâtre et Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Marche : Bois et Vernis Contre marche : Bois et Vernis
1er étage - Cage d'escalier	Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Plinthes : Carrelage et Carrelage Marche : Bois et Vernis Contre marche : Bois et Vernis

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 04/06/2021

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 25/06/2021

Heure d'arrivée : 10 h 30

Durée du repérage : 03 h 03

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Maître Marc LELIEVRE LEGAHUIS CONSEILS

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Remarques :

Présence de meubles et d'encombrements pouvant cacher des éléments.



Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables		X	

4.4 Plan et procédures de prélèvements


L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage
5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*	Photo
Parties extérieures - couverture cuisine et arrière cuisine	Identifiant: M001 Description: Ardoises en fibre ciment Liste selon annexe 13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau dégradé (étendue ponctuelle) Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	
Parties extérieures - couverture principal	Identifiant: M002 Description: Ardoises en fibre ciment Liste selon annexe 13-9 du CSP: B	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau dégradé (étendue ponctuelle) Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*	Photo
Parties extérieures - couverture véranda	Identifiant: M003 Description: Plaques ondulées fibro-ciment <u>Liste selon annexe.13-9 du CSP: B</u>	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau dégradé (étendue ponctuelle) Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	
Parties extérieures	Identifiant: M004 Description: Conduit en fibres-ciment et mitre <u>Liste selon annexe.13-9 du CSP: B</u>	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau dégradé (étendue ponctuelle) Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	
	Identifiant: M005 Description: Conduit en fibres-ciment <u>Liste selon annexe.13-9 du CSP: B</u>	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau dégradé (étendue ponctuelle) Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	
Rez de chaussée - Véranda	Identifiant: M006 Description: Conduit en fibres-ciment <u>Liste selon annexe.13-9 du CSP: B</u>	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau dégradé (étendue ponctuelle) Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*	Photo
Rez de chaussée - Arrière Cuisine	Identifiant: M007 Description: Conduit en fibres-ciment Liste selon annexe 13-9 du CSP: 8	Présence d'amiante (sur jugement de l'opérateur)	Matériau non dégradé Résultat EP** Préconisation: Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique. Recommandation: Voir les Mesures d'ordre général - Obligations réglementaires	

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport
** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

Nota : Dès réception de ce rapport, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux amiantés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

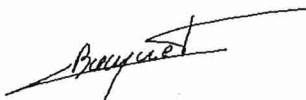
Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

6. - Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification** Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait à MONTARGIS, le 25/06/2021

Par : Yoann BOUQUET




ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 21D5544

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes**

- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Recommandations générales de sécurité**
- 7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage

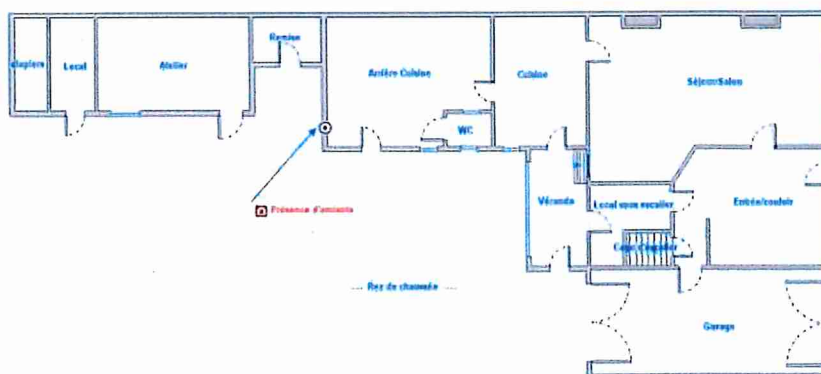
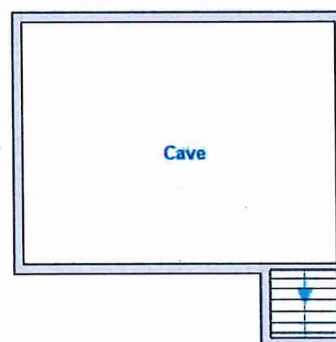


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : CTI Environnement, auteur : Yoann BOUQUET
Dossier n° 21D5544 du 25/06/2021
Adresse du bien : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS



----- Sous sol -----

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : CTI Environnement, auteur : Yoann BOUQUET
Dossier n° 21D5544 du 25/06/2021
Adresse du bien : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS

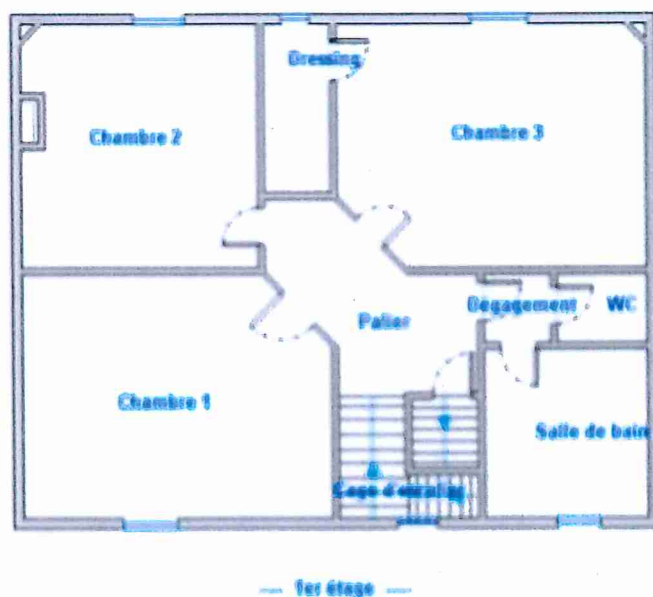
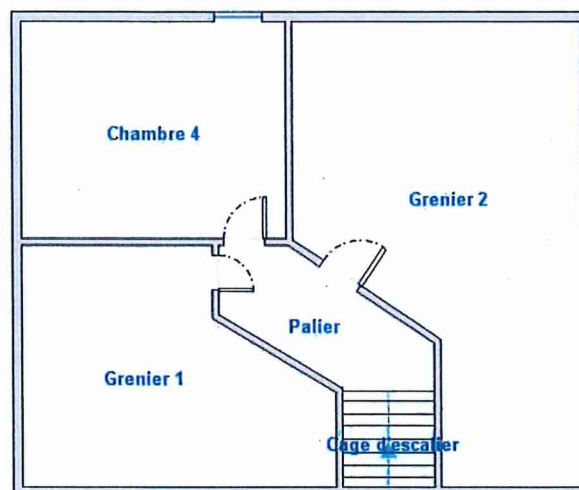


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : CTI Environnement, auteur : Yoann BOUQUET
 Dossier n° 21D5544 du 25/06/2021
 Adresse du bien : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS



----- 2ème étage -----

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : CTI Environnement, auteur : Yoann BOUQUET
Dossier n° 21D5544 du 25/06/2021
Adresse du bien : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS

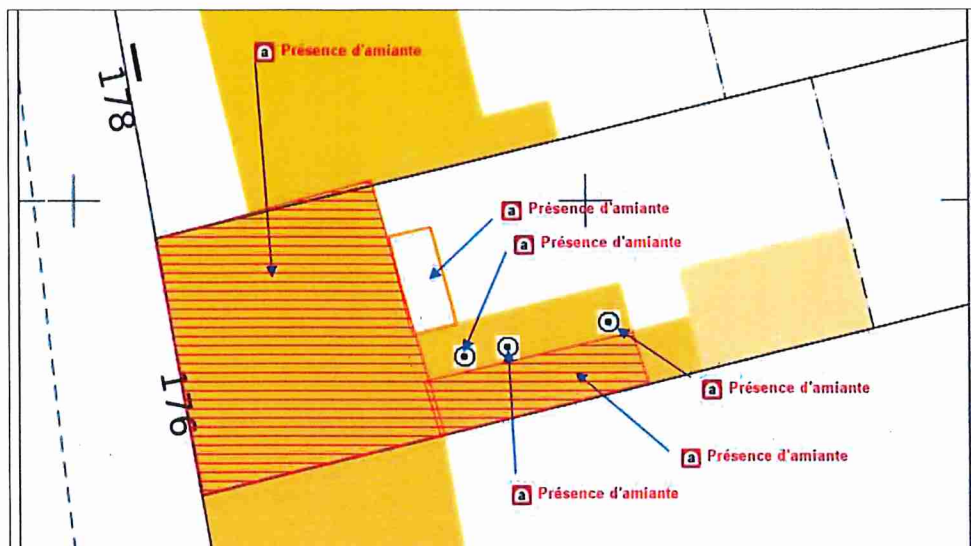














Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : CTI Environnement, auteur : Yoann BOUQUET
Dossier n° 21D5544 du 25/06/2021
Adresse du bien : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS

Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Nom du propriétaire : Mme PROFIT Christelle Adresse du bien : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS</p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

Photos

	<p>Photo n° PhA001 Localisation : Parties extérieures - couverture cuisine et arrière cuisine Ouvrage : 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Ardoises, bardeaux bitumineux Partie d'ouvrage : Ardoises en fibro ciment Description : Ardoises en fibro ciment Localisation sur croquis : M001</p>
	<p>Photo n° PhA002 Localisation : Parties extérieures - couverture principal Ouvrage : 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Ardoises, bardeaux bitumineux Partie d'ouvrage : Ardoises en fibro ciment Description : Ardoises en fibro ciment Localisation sur croquis : M002</p>
	<p>Photo n° PhA003 Localisation : Parties extérieures - couverture véranda Ouvrage : 1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités - Plaques ondulées et planes Partie d'ouvrage : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles ») Description : Plaques ondulées fibro-ciment Localisation sur croquis : M003</p>
	<p>Photo n° PhA004 Localisation : Parties extérieures Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment Description : Conduit en fibres-ciment et mitre Localisation sur croquis : M004</p>

	<p>Photo n° PhA005 Localisation : Parties extérieures Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment Description : Conduit en fibres-ciment Localisation sur croquis : M005</p>
	<p>Photo n° PhA006 Localisation : Rez de chaussée - Véranda Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment Description : Conduit en fibres-ciment Localisation sur croquis : M006</p>
	<p>Photo n° PhA007 Localisation : Rez de chaussée - Arrière Cuisine Ouvrage : 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) Partie d'ouvrage : Conduit en fibres-ciment Description : Conduit en fibres-ciment Localisation sur croquis : M007</p>

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Etat de conservation du matériau ou produit		Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/>	EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	EP
	Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>	ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>	Risque faible d'extension de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
			Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		généralisée <input type="checkbox"/>		AC2

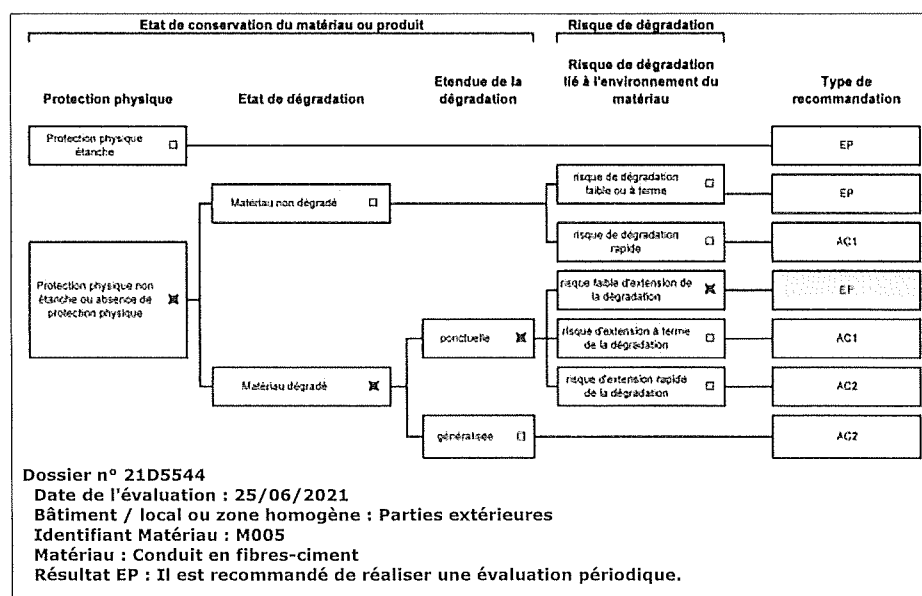
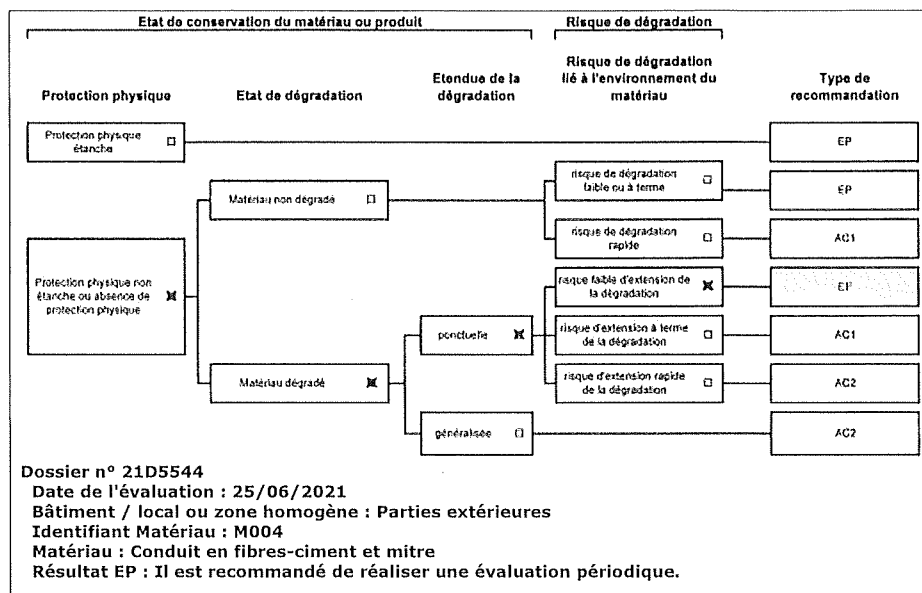
Dossier n° 21D5544
Date de l'évaluation : 25/06/2021
Bâtiment / local ou zone homogène : Parties extérieures - couverture cuisine et arrière cuisine
Identifiant Matériau : M001
Matériau : Ardoises en fibro ciment
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Etat de conservation du matériau ou produit		Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>	ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/>	EF
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
	généralisée <input type="checkbox"/>		AC2	

Dossier n° 21D5544
Date de l'évaluation : 25/06/2021
Bâtiment / local ou zone homogène : Parties extérieures - couverture principal
Identifiant Matériau : M002
Matériau : Ardoises en fibro ciment
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Etat de conservation du matériau ou produit		Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>	ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/>	EF
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
	généralisée <input type="checkbox"/>		AC2	

Dossier n° 21D5544
Date de l'évaluation : 25/06/2021
Bâtiment / local ou zone homogène : Parties extérieures - couverture véranda
Identifiant Matériau : M003
Matériau : Plaques ondulées fibro-ciment
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



Etat de conservation du matériau ou produit		Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/>	EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	EP
			risque faible d'extension de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/>	AC1
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	EF
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>	ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>	risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2

Dossier n° 21D5544
 Date de l'évaluation : 25/06/2021
 Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Véranda
 Identifiant Matériau : M006
 Matériau : Conduit en fibres-ciment
 Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Etat de conservation du matériau ou produit		Risque de dégradation		Type de recommandation
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	EF
			risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2

Dossier n° 21D5544
 Date de l'évaluation : 25/06/2021
 Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Arrière Cuisine
 Identifiant Matériau : M007
 Matériau : Conduit en fibres-ciment
 Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. **Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. **Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
 Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.
 Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.
 En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.
 Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésotéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.
 En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.
 Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.
 De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.
 Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.
 Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une

canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.6 - Annexe - Autres documents

Néant



Etat de l'Installation Interieure de Gaz

Numéro de dossier : 21D5544
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 45-500 (Janvier 2013)
 Date du repérage : 25/06/2021
 Heure d'arrivée : 10 h 30
 Durée du repérage : 03 h 03

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013 et 12 février 2014 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
 Département : Loiret
 Adresse : 176 rue Paul Doumer
 Commune : 45200 MONTARGIS
 Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339,
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
 Type de bâtiment : Habitation (partie privative d'immeuble)
 Nature du gaz distribué : Gaz naturel
 Distributeur de gaz : GRDF
 Installation alimentée en gaz : OUI

B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :
 Nom et prénom : Mme PROFIT Christelle
 Adresse : 176 rue Paul Doumer
 45200 MONTARGIS
 Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :
 Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :
 Autre
 Nom et prénom : LEGAHUIS CONSEILS - Maître Marc LELIEVRE
 Adresse : 176 rue Paul Doumer
 45200 MONTARGIS
 Titulaire du contrat de fourniture de gaz :
 Nom et prénom : Mme PROFIT Christelle
 Adresse : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS
 N° de téléphone :
 Références : Numéro de compteur : Voir photo compteur

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :
 Nom et prénom : Yoann BOUQUET
 Raison sociale et nom de l'entreprise : CTI Environnement
 Adresse : 19 Rue Dom Pèdre
 45200 Montargis
 Numéro SIRET : 823 087 945 00023
 Désignation de la compagnie d'assurance : PACIFICA
 Numéro de police et date de validité : 7523739906 / 31/12/2020
 Certification de compétence DTI 3513 délivrée par : DEKRA Certification, le 29/11/2018
 Norme méthodologique employée : NF P 45-500 (Janvier 2013)

D. - Identification des appareils

Liste des installations intérieures gaz (Genre ⁽¹⁾ , marque, modèle)	Type ⁽²⁾	Puissance en kW	Localisation	Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné)
Chaudière SAUNIER DUVAL Modèle: Opalia C 11 Installation: nc	Étanche	18 kW	salle de bain	Mesure CO : Non réalisée Photo : PhGaz001 Entretien appareil : Oui Entretien conduit : Oui
Chaudière le chauffage français Modèle: zenith 22.4 Installation: nc	Raccordé	21,9 kW	Autres	Mesure CO : 0 ppm Photo : PhGaz002 Entretien appareil : Oui Entretien conduit : Oui

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur, ...
(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

Note : Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.

Note 2 : Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Note 3 : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

E. - Anomalies identifiées

Points de contrôle ⁽³⁾ (selon la norme)	Anomalies observées (A1 ⁽⁴⁾ , A2 ⁽⁵⁾ , DGI ⁽⁶⁾ , 32c ⁽⁷⁾)	Libellé des anomalies et recommandations
C.24 - 29c1 Appareil raccordé - Etat du conduit de raccordement	DGI	Le conduit de raccordement présente un jeu aux assemblages estimé supérieur à 2 mm de part et d'autre du diamètre du conduit. (Chaudière le chauffage français zenith 22.4) Remarques : (Autres) Présence de jeu supérieur à 2 mm au niveau des assemblages du conduit de raccordement ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de raccorder correctement l'appareil (Rez de chaussée - Entrée/couloir, Rez de chaussée - Garage) Risque(s) constaté(s) : Risque d'intoxication à cause de l'absence totale ou partielle d'évacuation des produits de combustion
C.24 - 29d6 Appareil raccordé - Etat du conduit de raccordement	A2	Le conduit de raccordement a une longueur trop importante. (Chaudière le chauffage français zenith 22.4) Remarques : (Autres) Présence d'un conduit de raccordement de longueur trop importante ; Faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de modifier l'installation (déplacement de l'appareil ou raccordement à un autre conduit) (Rez de chaussée - Entrée/couloir, Rez de chaussée - Garage) Risque(s) constaté(s) : Risque d'intoxication à cause de l'absence totale ou partielle d'évacuation des produits de combustion

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation

(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

Note : Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :**Comble non habitable - Comble non habitable (Absence de trappe de visite)**

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

G. - Constatations diverses**Commentaires :**

Faire vérifier le conduit de fumée par une entreprise qualifiée de fumisterie
Le contrôle apparent de l'étanchéité par lecture de débit n'a pas été réalisé mais un essai d'étanchéité partiel a été effectué à l'aide d'un produit moussant sur les raccords visibles.
Certains points de contrôles n'ont pu être contrôlés. De ce fait la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée.

☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Il est conseillé de faire réaliser les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
Néant**Observations complémentaires :**

Il est conseillé de faire réaliser les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Ventilation - Nettoyer les bouches d'extraction et les entrées d'air.

Faire entretenir régulièrement la chaudière par une entreprise qualifiée.

Conclusion :

☐ L'installation ne comporte aucune anomalie.

☐ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.

☒ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.

☒ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.

☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

☐ Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
ou

☒ Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation

☒ Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :

- référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).

☒ Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- ☐ Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie ;

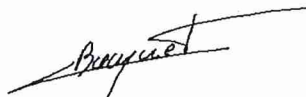
Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification - Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le **25/06/2021**.

Fait à **MONTARGIS**, le **25/06/2021**

Par : **Yoann BOUQUET**



Cachet de l'entreprise

CTI ENVIRONNEMENT
19 rue Dyon Pierre 45200 Montargis
Tél : 02.38.94.63.88
contact@cti-diagnostic.com
Siret : 82306794500023

Annexe - Photos



	<p>Photo n° PhGaz001 Localisation : salle de bain Chaudière SAUNIER DUVAL (Type : Etanche)</p>
	<p>Photo n° PhGaz002 Localisation : Autres Chaudière le chauffage français (Type : Raccordé)</p>



Photo n° du Compteur Gaz

Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : 21D5544
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017)
 Date du repérage : 25/06/2021
 Heure d'arrivée : 10 h 30
 Durée du repérage : 03 h 03

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 3 ans.

A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :

Type d'immeuble : **Maison individuelle**
 Adresse : **176 rue Paul Doumer**
 Commune : **45200 MONTARGIS**
 Département : **Loiret**
 Référence cadastrale : **Section cadastrale AH, Parcelle numéro 339,,** identifiant fiscal : **NC**
 Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Périmètre de repérage : **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**
 Année de construction : **< 1949**
 Année de l'installation : **> 15 ans**
 Distributeur d'électricité : **Enedis**
 Parties du bien non visitées : **Comble non habitable - Comble non habitable (Absence de trappe de visite)**

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **LEGAHUIS CONSEILS - Maître Marc LELIEVRE**
 Adresse : **176 rue Paul Doumer**
 **45200 MONTARGIS**
 Téléphone et adresse internet : . **Non communiqués**
 Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:

Nom et prénom : **Mme PROFIT Christelle**
 Adresse : **176 rue Paul Doumer**
 **45200 MONTARGIS**

C. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **Yoann BOUQUET**
 Raison sociale et nom de l'entreprise : **CTI Environnement**
 Adresse : **19 Rue Dom Pèdre**
 **45200 Montargis**
 Numéro SIRET : **823 087 945 00023**
 Désignation de la compagnie d'assurance : **PACIFICA**
 Numéro de police et date de validité : **7523739906 / 31/12/2020**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification** le **29/11/2018** jusqu'au **29/11/2023**. (Certification de compétence **DTI 3513**)

D. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

E. – Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité**E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées**

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☒ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☒ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- ☒ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☒ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
- ☒ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- ☒ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- ☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- ☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.



E.3. Les constatations diverses concernent :

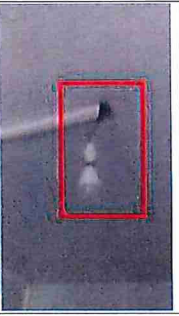
- ☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- ☒ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- ☒ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B2.3.2 a	<p>L'installation électrique, située entre les bornes aval du disjoncteur de branchement non différentiel et les bornes aval du (des) dispositif(s) de protection différentielle protégeant l'ensemble de l'installation électrique, n'est pas de classe II ou ne présente pas une isolation équivalente à la classe II.</p> <p>Remarques : La liaison entre le disjoncteur de branchement non différentiel et les bornes aval des dispositifs différentiels protégeant l'installation n'est pas de classe II ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer la liaison</p>			
B3.3.1 d	<p>La valeur de la résistance de la prise de terre n'est pas adaptée au courant différentiel résiduel (sensibilité) du ou des dispositifs différentiels protégeant l'ensemble de l'installation électrique.</p> <p>Remarques : Valeur de la résistance de la prise de terre inadaptée au(x) dispositif(s) différentiel(s) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'adapter la prise de terre au(x) dispositif(s) différentiel(s)</p>			
B3.3.4 a	<p>La connexion à la liaison équipotentielle principale d'au moins une canalisation métallique de gaz, d'eau, de chauffage central de conditionnement d'air, ou d'un élément conducteur de la structure porteuse du bâtiment n'est pas assurée (résistance de continuité > 2 ohms).</p> <p>Remarques : Absence de LEP (Liaison Equipotentielle Principale) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer une LEP (Rez de chaussée - Cuisine)</p>			
B3.3.6 a1	<p>Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.</p>	B3.3.6 1	<p>Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre :</p> <p>- protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA.</p>	

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B3.3.6 a2	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.	B3.3.6 1	Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre : - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA.	
B3.3.6 a3	Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.	B3.3.6 1	Alors que des socles de prise de courant ou des circuits de l'installation ne sont pas reliés à la terre (B.3.3.6 a1), a2 et a3), la mesure compensatoire suivante est correctement mise en œuvre : - protection du (des) CIRCUIT (s) concerné (s) ou de l'ensemble de l'installation électrique par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA.	
B3.3.7 a	Au moins un conduit métallique en montage apparent ou encastré, comportant des conducteurs, n'est pas relié à la terre. Remarques : Présence de conduits métalliques en montage apparent, contenant des conducteurs, non reliés à la terre ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de supprimer les conduits métalliques en montage apparent (Rez de chaussée - Atelier, Rez de chaussée - Local)			
B4.3 e	Le courant assigné (calibre) de la protection contre les surcharges et courts-circuits d'au moins un circuit n'est pas adapté à la section des conducteurs correspondants. Remarques : Présence de protections contre les surintensités inadaptées à la section des conducteurs ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections contre les surintensités adaptés aux sections des conducteurs (Rez de chaussée - Entrée/couloir)			
B4.3 f1	La section des conducteurs de la canalisation alimentant le seul tableau n'est pas adaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement. Remarques : La section des conducteurs de la canalisation alimentant le tableau de répartition est inadaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les conducteurs d'alimentation du tableau par des conducteurs de section adaptée (Rez de chaussée - Entrée/couloir)			

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B4.3 f2	<p>La section des conducteurs de la canalisation d'alimentation d'au moins un tableau n'est pas en adéquation avec le courant assigné du dispositif de protection placé immédiatement en amont ou avec le courant de réglage du disjoncteur de branchement placé immédiatement en amont.</p> <p>Remarques : La section des conducteurs de la canalisation alimentant le tableau de répartition est inadaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les conducteurs d'alimentation du tableau par des conducteurs de section adaptée (Rez de chaussée - Entrée/couloir)</p>			
B5.3 a	<p>Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance supérieure à 2 ohms).</p>	B5.3 1	<p>Locaux contenant une baignoire ou une douche : la mesure compensatoire appliquée dans le cas où la valeur de la résistance électrique est > 2 ohms entre un élément effectivement relié à la liaison équipotentielle supplémentaire et uniquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les huisseries métalliques de porte et de fenêtre ; - le corps métallique de la baignoire ou du receveur de douche ; - la canalisation de vidange métallique de la baignoire ou du receveur de douche ; <p>est correctement mise en œuvre.</p>	
B7.3 a	<p>L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée.</p> <p>Remarques : Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations (Rez de chaussée - Entrée/couloir 2ème étage - Cage d'escalier)</p>			
B7.3 d	<p>L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible.</p> <p>Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension (2ème étage - Cage d'escalier)</p>			

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B7.3 e	L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible. Remarques : Présence de dispositif de protection de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension (Rez de chaussée - Entrée/couloir)			
B8.3 a	L'installation comporte au moins un matériel électrique vétuste. Remarques : Présence de matériel électrique vétuste (douilles, interrupteurs, socles de prise...) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels électriques vétustes (Rez de chaussée - Atelier, Rez de chaussée - Local, 2ème étage - Cage d'escalier, 2ème étage - Palier)			
B8.3 b	L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. Remarques : Présence de matériel électrique inadapté à l'usage "douilles de chantier" ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels inadaptés par du matériel autorisé			
B8.3 e	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés (Rez de chaussée - Entrée/couloir, Rez de chaussée - Garage)			

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1. – Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a2	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b2	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur. Remarques : Présence de socles de prises non équipés d'obturateur ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les socles de prises non équipés d'obturateur par des socles de prises à obturateur (Rez de chaussée - Séjour/Salon)
B11 c2	Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm. Remarques : (Rez de chaussée - Séjour/Salon)

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. – Constatations diverses

Il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.
Certains points de contrôles n'ont pu être effectués. De ce fait la responsabilité du propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée

Constatations supplémentaires :

Liste des photos du rapport non exhaustives.

Présence de meubles pouvant cacher une partie de l'installation électrique.

Constatation type E1. – Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

Constatation type E2. – Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C	Motifs
B3.3.1 b	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Elément constituant la prise de terre approprié	Contrôle impossible: élément constituant la prise de terre non visible
B3.3.2 a	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Présence d'un conducteur de terre	Contrôle impossible: Conducteur de terre non visible ou partiellement visible
B3.3.5 a1	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Présence d'un conducteur principal de protection	Conducteur principal de protection non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de contrôler le conducteur principal de protection et d'en installer un si besoin
B3.3.5 d	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Continuité satisfaisante du conducteur principal de protection	Conducteur principal de protection non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de contrôler le conducteur principal de protection existant et le remplacer si besoin par un conducteur de section satisfaisante
B3.3.6 b	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Eléments constituant les conducteurs de protection appropriés	Conducteurs de protection non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier les conducteurs de protection partiellement visibles et les remplacer si besoin

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 – Annexe C	Motifs
B3.3.6 c	B3 - Prise de terre et installation de mise à la terre Article : Section satisfaisante des conducteurs de protection	Conducteurs de protection non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier les conducteurs de protection partiellement visibles et les remplacer si besoin
B4.3 j2	B4 - Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs sur chaque circuit Article : Courants assignés des interrupteurs différentiels de plusieurs tableaux adaptés.	
B8.3 c	B8 - Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage Article : Absence de conducteur repéré par la double coloration vert et jaune utilisé comme conducteur actif	Conducteurs non visibles ou partiellement visibles ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier qu'aucun conducteur actif n'est repéré par la double coloration vert/jaune et les remplacer si besoin
B8.3 d	B8 - Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage Article : Absence de conducteur actif dont le diamètre est inférieure à 12/10 mm (1,13 mm²).	non visible ou partiellement visible

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

E3 d) L'installation électrique, placée en amont du disjoncteur de branchement et dans la partie privative, présente un (ou des) conducteur(s) non protégé(s) par des conduits ou goulottes.

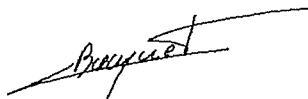
H. - Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Comble non habitable - Comble non habitable (Absence de trappe de visite)

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification - Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Dates de visite et d'établissement de l'état :
Visite effectuée le : 25/06/2021
Etat rédigé à MONTARGIS, le 25/06/2021

Par : Yoann BOUQUET



Cachet de l'entreprise

CTI ENVIRONNEMENT
19 rue Dom Pierre 45200 Montargis
Tel : 02 38 94 63 88
contact@cti-diagnostic.com
Siret : 823309194000923

I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.1	Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
B.2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.3	Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistance partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.4	Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
B.5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
B.10	Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

J. - Informations complémentaires

Correspondance avec le groupe d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.11	Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution. Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

Il est conseillé de tester régulièrement les disjoncteurs haute sensibilité 30 mA situés au niveau du tableau électrique, en actionnant le bouton test.

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 12 - 02

du 13/12/2011

mis à jour le

17/01/2012

Adresse de l'immeuble

176 rue Paul Doumer

45200 - MONTARGIS

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N	oui	X	non
prescrit			
anticipé			
approuvé	X		
date			
Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :			
Cyclone		Inondation	
Crue torrentielle		Avalanche	
Autres		Séisme	
		Sécheresse géotechnique	
		Remontée de nappe	
		Faux de forêt	
		Volcan	
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN	oui		non X
Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés	oui		non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M	oui		non X
prescrit			
anticipé			
approuvé			
date			
Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :			
Mouvement de terrain		Autres	
> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers	oui		non X
Si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés	oui		non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé	oui		non X
effet toxique		effet thermique	
effet de surpression			
> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé	oui		non X
> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement	oui		non X
> L'immeuble est situé en zone de prescription	oui		non X
Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés	oui		non
Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location	oui		non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité	zone 1	X	zone 2		zone 3		zone 4		zone 5	
	très faible		faible		modérée		moyenne		forte	

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3	oui		non X
--	-----	--	-------

Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)	oui		non X
--	-----	--	-------

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente	oui	X	non
---	-----	---	-----

Documents/dossiers de référence

Localisation de l'immeuble

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Périmètre du risque inondation

Vendeur / Bailleur

PROFIT

Date / Lieu

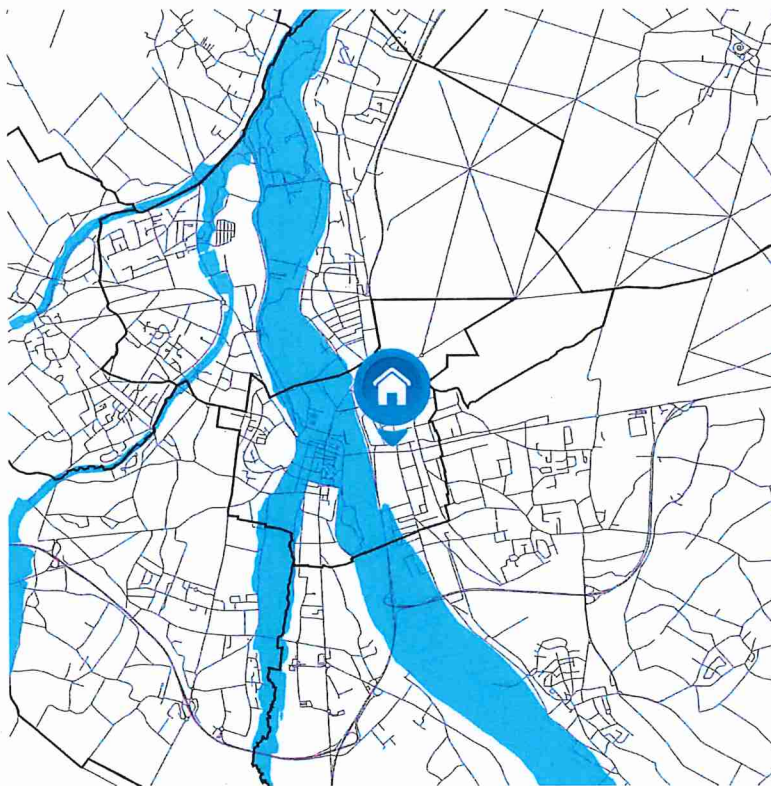
2021-06-30



MONTARGIS

Acquéreur / Locataire

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site Internet : www.georisques.gouv.fr

Reproduction de la carte : Périmètre du risque inondation

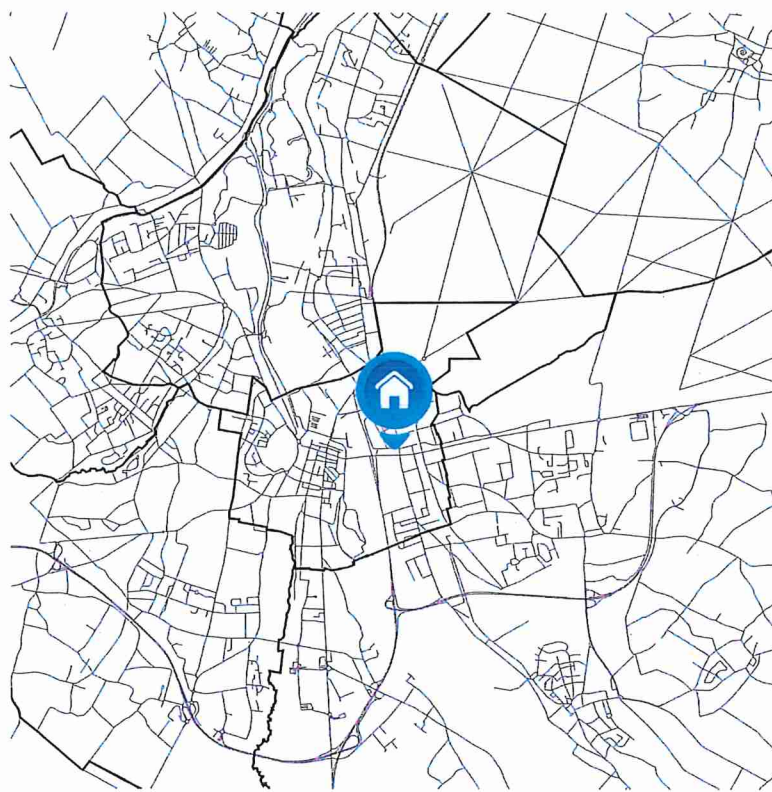


-  Zone de risque inondation
-  Localisation géographique du bien immobilier

Source :

Reproduction de la carte :

Plan d'Exposition au Bruit



RECAPITULATIF DES ARRETES PORTANT CONSTATATION DE L'ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE

COMMUNE : MONTARGIS

Risque	Début	Fin	Arrêté	Publication
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/05/1989	31/12/1990	04/12/1991	27/12/1991
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/01/1992	31/12/1992	25/01/1993	07/02/1993
Inondations et coulées de boue	30/04/1993	30/04/1993	06/09/1993	19/09/1993
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/01/1991	31/12/1991	16/10/1992	17/10/1992

DECLARATION DE SINISTRES INDEMNISES
EN APPLICATION DU IV DE L'ARTICLE L-125-5 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

COMMUNE : MONTARGIS

ADRESSE DU BIEN : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS

Arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la commune

Entourez OUI ou NON si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'indemnisations suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	27/12/1991	OUI	NON
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	07/02/1993	OUI	NON
Inondations et coulées de boue	19/09/1993	OUI	NON
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	30/12/1999	OUI	NON
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	17/10/1992	OUI	NON

Etabli le :

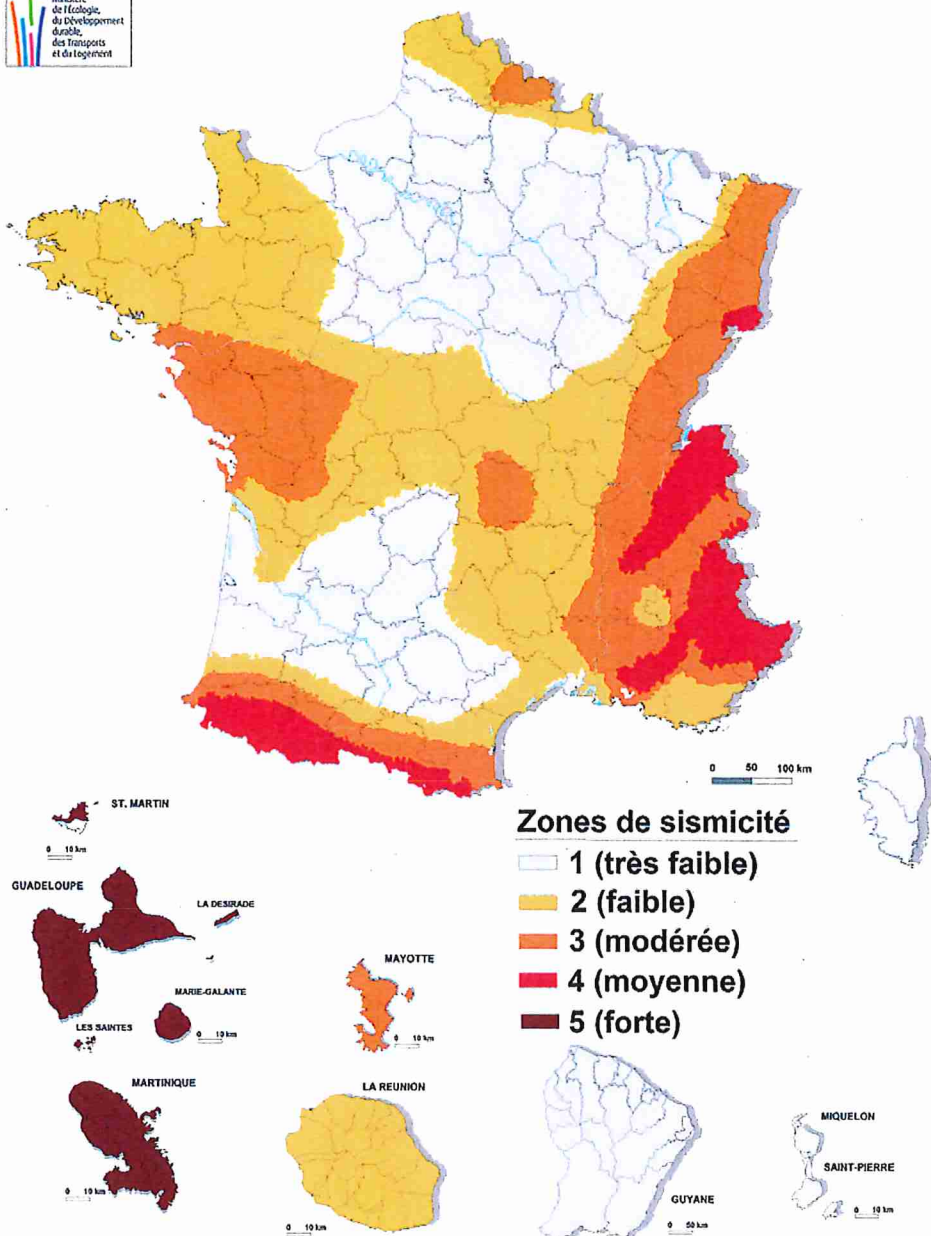
30/06/2021

Nom et visa du vendeur :

PROFIT

Nom et visa de l'acquéreur :

Nouveau zonage sismique de la France





I
J
I
I

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE
ET DU LOIRET

CABINET
SIRACED-PC

Arrêté Préfectoral n° 07-63
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 06-15 du 1^{er} février 2006
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs

LE PREFET DE LA REGION CENTRE
PREFET DU LOIRET
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27,

Vu l'arrêté préfectoral n° 06-15 du 1^{er} février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2007 portant approbation du plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I.) de la vallée du Loing sur l'agglomération montargoise et le Loing aval,

Vu l'arrêté préfectoral n° 07-54 du 16 octobre 2007 portant modification de l'arrêté préfectoral n°06-05 du 1^{er} février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2007 sont applicables sur la commune de Montargis,

SUR PROPOSITION de Madame la Sous-Préfète, directrice de Cabinet,

ARRETE

Article 1

Le dossier d'information communal mentionné à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 06-15 du 1^{er} février 2006, est remplacé par le dossier joint au présent arrêté.

Article 2

Le présent arrêté et le nouveau dossier précédemment visé seront adressés à la chambre départementale des notaires, affichés en mairie et publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Loiret.

Commune de MONTARGIS

Informations sur les risques naturels et technologiques majeurs
pour l'application des I, II de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° 07-63

du 16 octobre 2007

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPRn]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui X non

Approuvé _____ date 20 juin 2007

aléa Inondation

Les documents de référence sont :

Plan de prévention du risque d'inondation de la vallée du Loing

Consultable sur Internet X

Agglomération montargoise et Loing aval

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPRt]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non X

date _____

effet _____

Les documents de référence sont :

Consultable sur Internet _____

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application du décret 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité zone Ia zone Ib zone II zone III zone 0 X

pièces jointes

5. Cartographie

Extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte

Extrait du plan de zonage réglementaire du PPRI

6. Fiche explicative

Précise la nature et, dans la mesure du possible, l'intensité des risques

Note de présentation

NOTE DE PRESENTATION DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION DE LA VALLEE DU LOING

AGGLOMERATION MONTARGOISE ET LOING AVAL

La commune de Montargis est couverte par le Plan de Prévention du Risque d'Inondation (PPRI) de la vallée du Loing aval dans le département du Loiret, défini à partir de modélisations hydrauliques pour une crue centennale et délimité dans les documents graphiques.

Le PPRI définit deux types de zone

⇒ la zone A à préserver de toute urbanisation nouvelle pour laquelle les objectifs sont, du fait de son faible degré d'équipement, d'urbanisation et d'occupation :

- la limitation d'implantation humaine permanente,
- la limitation des biens exposés,
- la préservation du champ d'inondation,
- la conservation des capacités d'écoulement des crues.

Dans toute cette zone, en vue d'une part, de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, et d'autre part, de permettre l'expansion de la crue :

- toute extension de l'urbanisation est exclue.
- aucun ouvrage, remblaiement ou endiguement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés ou qui ne serait pas indispensable à la réalisation de travaux d'infrastructures publiques ne pourra être réalisé.
- toute opportunité pour réduire le nombre et la vulnérabilité des constructions déjà exposées devra être saisie, en recherchant des solutions pour assurer l'expansion de la crue et la sécurité des personnes et des biens.

⇒ la zone B constituant le reste de la zone inondable pour laquelle, compte-tenu de son caractère urbain marqué et des enjeux de sécurité, les objectifs sont :

- la limitation de la densité de population,
- la limitation des biens exposés,
- la réduction de la vulnérabilité des constructions dans le cas où celles-ci pourraient être autorisées.
- la diminution des risques de pollution en période d'inondation.

NOTE DE PRESENTATION DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION DE LA VALLEE DU LOING

AGGLOMERATION MONTARGOISE ET LOING AVAL

Les zones A et B sont divisées en fonction de l'aléa

- ⇒ 1 = aléa faible pour les zones A et B, pour une profondeur de submersion possible inférieure à 0,5 m,
- ⇒ 2 = aléa moyen pour les zones A et B, pour une profondeur de submersion possible comprise entre 0,5 et 1 m avec une vitesse de courant inférieure à 1 mètre/seconde,
- ⇒ 3 = aléa fort pour la zone A, pour une profondeur de submersion possible supérieure à 1 m avec une vitesse de courant nulle à faible ou pour une profondeur de submersion possible comprise entre 0,5 et 1 m avec une vitesse de courant supérieure à 1 mètre/seconde.

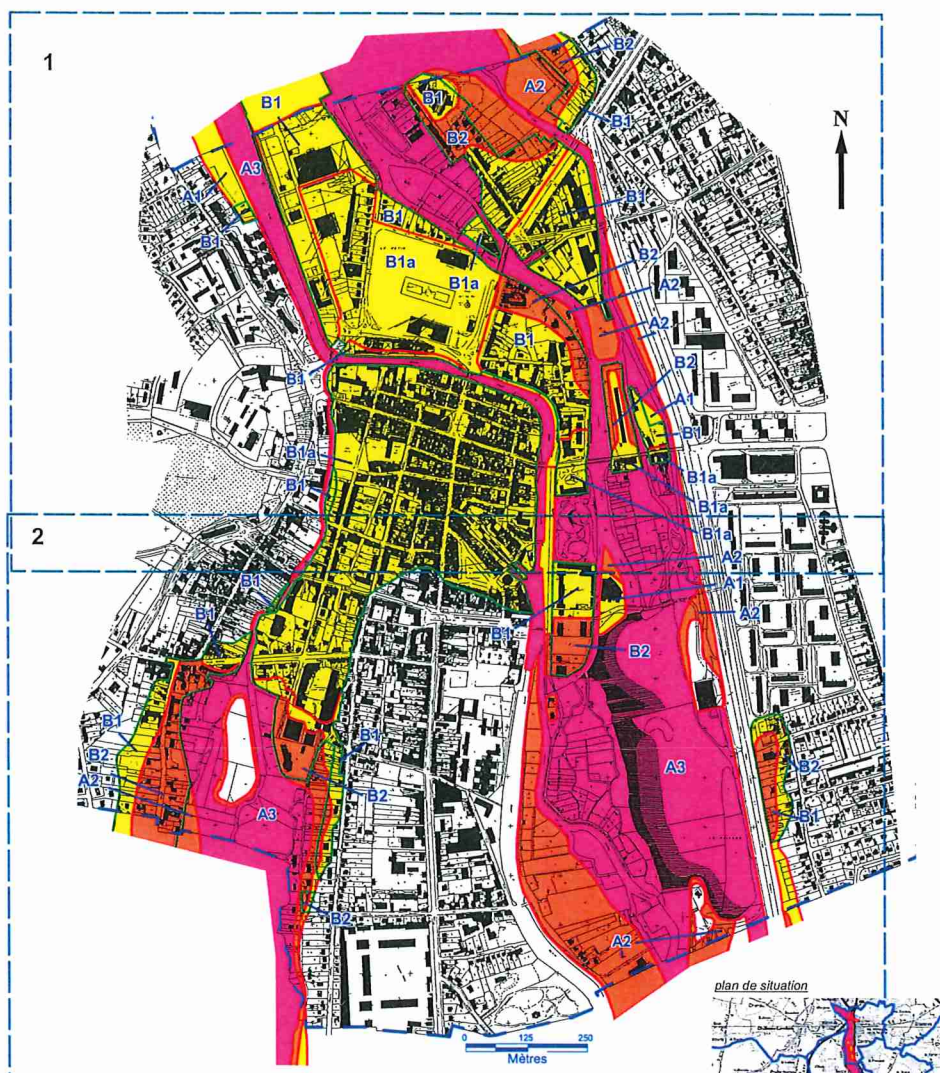
Effets du PPRI

Le présent PPRI vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Il sera annexé aux plans d'occupation des sols valant plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

Les dispositions du PPRI s'ajouteront aux dispositions du PLU ou du POS valant PLU et se substitueront à elles lorsqu'elles lui seront contraires. Les prescriptions du PPRI ne feront pas obstacle à l'application de règles plus contraignantes.

Le non-respect des prescriptions de ce plan est puni des peines prévues à l'article L.480-4 du même code.



limite de zone d'aléa

- 1** Aléa faible :
profondeur de submersion inférieure à 0.5 m
- 2** Aléa moyen :
profondeur de submersion comprise entre
0.5 m et 1 m avec vitesse inférieure à 1 m/s
- 3** Aléa fort :
profondeur de submersion supérieure à
1 m avec vitesse nulle à faible ou
profondeur comprise
entre 0.5 m et 1 m avec vitesse
supérieure à 1 m/s

fond de plan cadastral

limite de commune

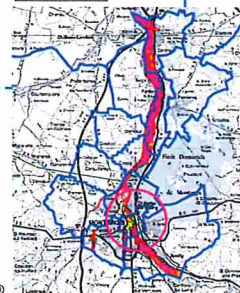
Zones

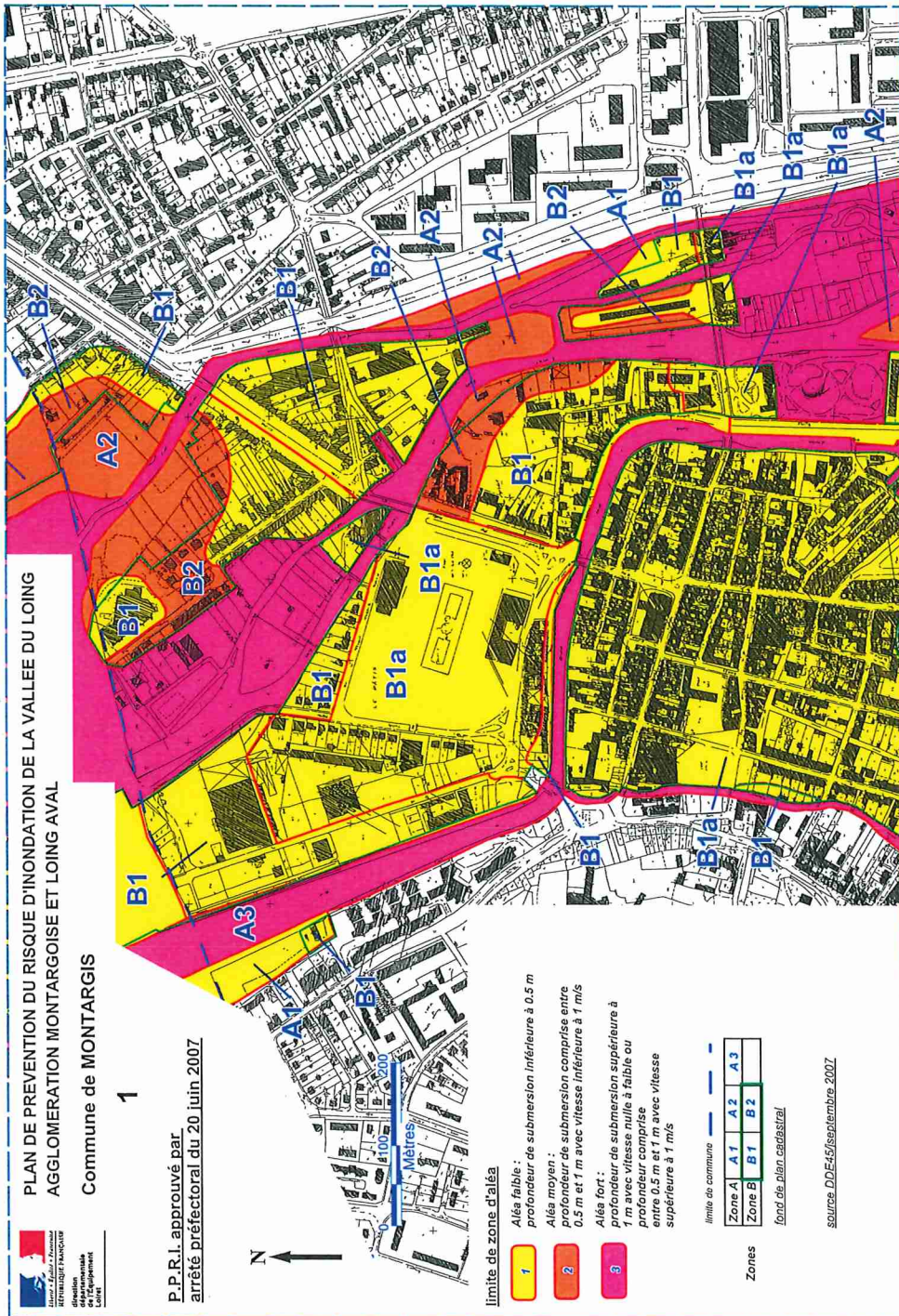
Zone A	A1	A2	A3
Zone B	B1	B2	

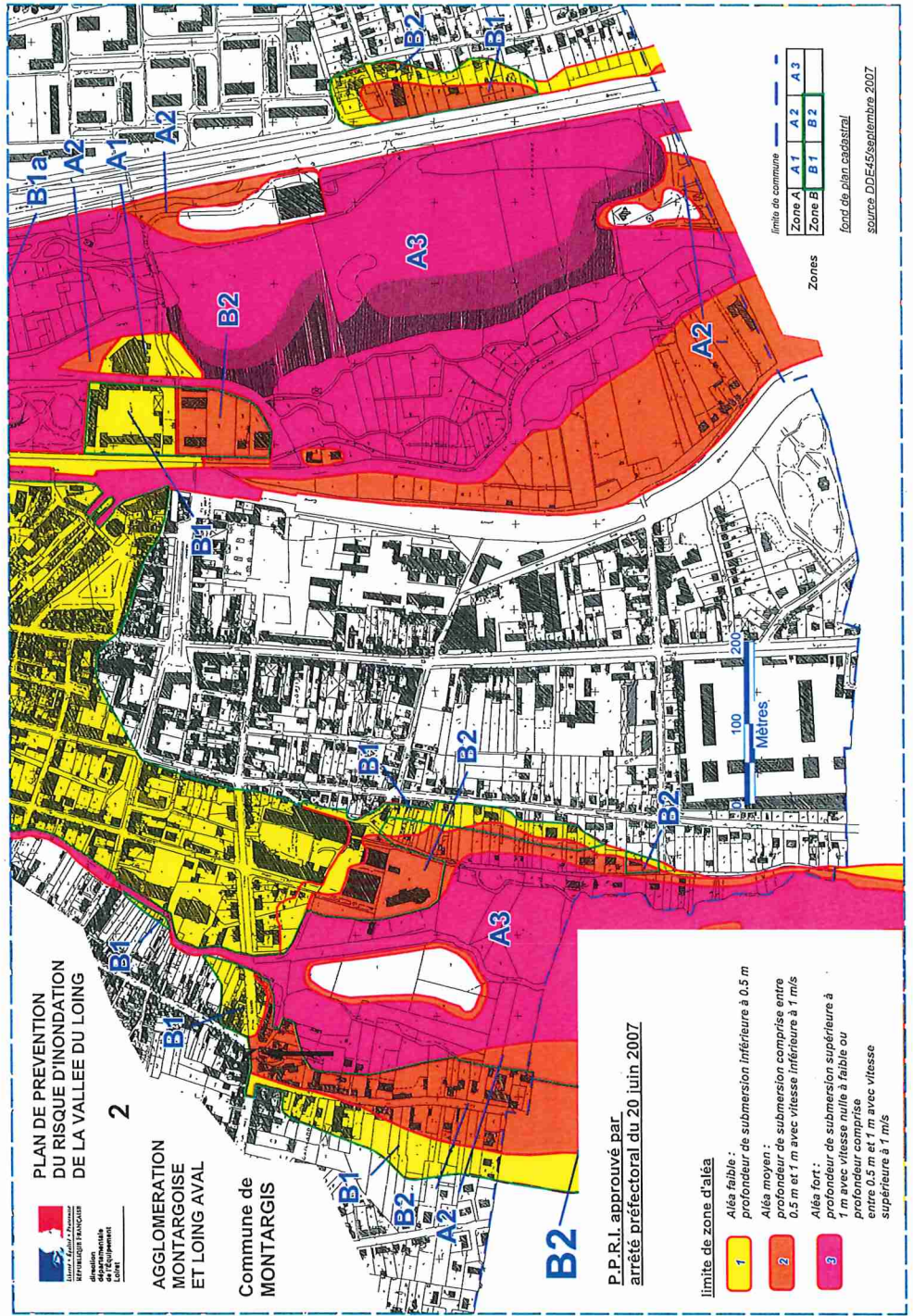
source DDE45/septembre 2007

fond de plan : Scan départemental ©

plan de situation







**ATTESTATIONS ET CERTIFICATIONS
DU OU DES PERSONNES AYANT REALISE CE DOSSIER**

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

**Important : dossier NON assuré si facture NON acquittée,
vérifier au 06.65.79.09.74 ou contact@cti-diagnostic.com**

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **21D5544** relatif à l'immeuble bâti visité
situé au : 176 rue Paul Doumer 45200 MONTARGIS.

Je soussigné, **Yoann BOUQUET**, technicien diagnostiqueur pour la société **CTI Environnement** atteste sur
l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

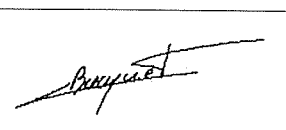
- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Échéance certif
Diagnostics	Yoann BOUQUET	DEKRA Certification	DTI 3513	29/11/2023

- Avoir souscrit à une assurance (PACIFICA n° 7523739906 valable jusqu'au 31/12/2020) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Montargis , le **25/06/2021**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »